

TRIBUNE

HEBDOMADAIRE



DU PARTI

SOCIALISTE

UNIFIÉ

PRIX : 60 centimes

N° 166. — 26 OCTOBRE 1963

CHAMPIGNY :
Explosion de
mécontentement
provoquée par
la crise scolaire

Après la grève des cheminots Nouvelles actions envisagées dans tout le secteur public



(Agip.)

Les travailleurs se refusent à payer les frais du plan de stabilisation et de l'impuissance du Pouvoir devant la hausse des prix.

12.000 élèves de l'ensemble des établissements de la commune en grève. Un bel exemple à suivre. Rappelons qu'à Champigny il manquait 21 classes primaires, lors de la dernière rentrée. 3.500 élèves sont installés dans des locaux non scolaires et des baraquements dont vingt datent de 1930. M. Fouchet voudra-t-il se rendre à Champigny pour constater les réalisations de la politique gaulliste ? (Page 10)

(Lire page 4)

Le statut des objecteurs de conscience :
le débat n'est pas clos (Page 10)

Chers camarades,

Je crois nécessaire de vous faire part de la désagréable surprise qu'a provoquée, chez les militants de notre Fédération, le nouveau slogan que vous avez publié dans T.S. du 12 octobre.

« L'unité syndicale est possible pour la représentation démocratique des tendances dans une centrale ouvrière unique. »

Il semble bien que l'opinion exprimée par cette phrase soit considérée par vous comme un mot d'ordre à diffuser, puisque vous l'écrivez en bandeaux que vous tenez à notre disposition.

Nos camarades et tout spécialement les responsables des groupes d'entreprises dont je suis le porte-parole estiment au contraire que, si la réunification syndicale est un des buts vers lesquels doivent tendre nos efforts, une centrale ouvrière unique ne sera viable que si elle évite le clivage en tendances même avec représentation « démocratique » (que faut-il d'ailleurs entendre au juste par là?). Une libre expression de tous les courants de pensée doit évidemment y être possible, mais le maintien des structures anciennes par la représentation statutaire et organisée des groupes qui participeront à sa fondation, ne pourra être, au bout de très peu de temps, que la source de nouvelles scissions. Une unification ne pourra être durable que si elle repose sur des structures pouvant maintenir et renforcer l'homogénéité.

Telle est la position qui s'est dessinée au cours de la réunion des responsables des groupes d'entreprises de notre ville, le 12 octobre dernier.

Il serait intéressant de connaître la position prise à ce sujet dans les autres fédérations.

P.-J. DUPIN,
Toulouse.



Chers camarades,

Malgré des remarques justes sur l'inculture et les idoles du jour, la « lettre ouverte sur un deuil populaire » passe complètement à côté du problème qu'elle veut poser.

L'auteur se répand en propos rageurs et méprisants sur le « sentimentalisme stupide » de nos contemporains. Mais le mépris empêche de comprendre, nourrit les dictatures (grandes et petites)... et les abandons déshabillés : comment d'ailleurs quelqu'un pourrait-il vraiment vouloir la révolution tout en méprisant ceux qui doivent la faire ! « Foutre au feu » les journaux abêtissants, si nous en avons le pouvoir, ne supprimerait pas les frustrations qui leur donnent des lecteurs. En face de ces journaux, notre rôle est d'essayer de voir clair et d'éclairer sur leur veulerie et leur corruption, non de condamner leurs lecteurs... car ces lecteurs sont des travailleurs qui mènent et réussissent de difficiles grèves ; et d'eux-mêmes ils décideront un jour de « foutre au feu » tous ces journaux.

Cette lettre ouverte est un mouvement d'humeur purement négatif, et la meilleure réponse à lui faire nous est donnée, à la dernière page de T.S., par Evelyne Sulle-rot : « Si des millions d'individus lisent quelque chose, il n'y a pas de raison d'en rire. Il faut voir à quels besoins cela correspond. »

A. ALESSANDRI,
1, rue des Coquarts,
Bagneux (Seine).

Jeux olympiques à Mexico

La grande presse a accueilli les plaintes du maire de Lyon. Selon lui, sa ville n'a pas été choisie pour des raisons politiques.

Voilà une belle consolation pour les chauvins...

Mais il faut savoir que Mexico compte 29 stades, dont un de 105.000 places. Mexico possède 115 piscines, 1.100 terrains de volley, 870 de basket, 830 de football, 150 pistes et locaux pour l'athlétisme.

Que peut-on trouver de comparable en France? Rien.

Par contre, en tant que Président de la République et de la Communauté, de Gaulle et ses services disposent d'un budget annuel de 7.353.000 F.

Ça fait pas mal de piscines et de stades... en moins.

Attention aux agressions

Des bandes de jeunes voquours attaquent les passants dans Paris. Si vous êtes de l'espèce des corniauds, arrêtez-vous de lire et maudissez la jeunesse d'aujourd'hui. Mais si vous avez envie de raisonner un tout petit peu, interrogez l'éducateur Yves Hummel qui a réuni, à Sarcelles, trois cents jeunes qui déambulaient dans les rues et qui auraient voulu s'occuper utilement. Yves Hummel a fondé un vaste club « mécanique, vélo, judo, guitare, etc. ». Mais il faut des locaux voilà le hic. Yves Hummel s'est dépensé en démarches. Il vient... enfin d'obtenir quelque chose : « Deux caves sous un bâtiment ». (France Soir, 21 octobre.)

Eh ! oui... dans cette France où de Gaulle déclarait « envier notre jeunesse », on trouve... avec peine... des caves pour en faire des clubs.

Vous pensez bien qu'un vaste local au rez-de-chaussée, ça serait bien trop cher. Ça coûterait au moins, chaque mois, la paie d'un C.R.S.

Or, justement, des C.R.S., il en faut un tas... pour contrôler les jeunes qui déambulent le soir dans les rues.

Un commissaire suspendu

Il s'agit de M. Baudouin, commissaire principal du I^{er} arrondissement. A-t-il frappé un détenu? Un de ses agents a-t-il tué... par accident, un gars à la sortie d'un bal? Eh non, vous savez bien qu'on ne suspend pas un commissaire pour de telles vétilles.

Voici l'abominable crime dont il est responsable. Le 3 octobre, alors que de Gaulle accompagnait la duchesse de Luxembourg à l'Arc de Triomphe, un agent du I^{er} arrondissement n'a pas été assez prompt et a laissé filer une femme qui s'est agenouillée au passage de l'auto de de Gaulle. La presse dit que c'était une « déséquilibrée »... et, pour faire ça, il fallait, en effet, qu'elle le soit drôlement ou qu'elle ne paie pas d'impôts.

Les bonnes places

M. Lepidi, député U.N.R. de la Seine, vient de s'ache-

Points sensibles

ter une Ferrari 2.5 l au dernier Salon de l'Automobile. La Commère de France Soir, qui nous apprend cette nouvelle historique, prétend que M. Lepidi en avait envie depuis longtemps et qu'il reconnaît que c'est une folie.

Moi aussi, cette semaine, j'ai réalisé un vieux rêve de jeunesse. Je me suis acheté un bifteck dans le filet. Un quart comptant, le reste en dix-huit mensualités. Bien entendu.

Combien de jeunes et combien de gangsters ?

Deux gosses s'étaient évadés d'un centre de redressement. Un gendarme les a trouvés. L'un des gosses est mort. Le gendarme avait une mitraillette dans les mains. Après Daniel Lhenoret, après Jean-Pierre Henry, cela fait beaucoup de jeunes qui n'étaient pas des gangsters et qui tombèrent sous les balles de policiers.

Mais, au fait, y a-t-il tellement de gangsters qui tombent sous ces mêmes balles ?

Pour Charonne on allait plus vite

Il a fallu treize jours pour que l'agent Moitrier, qui avait « méchamment tabassé » un gosse de seize ans (1 m 52, 51 kg), au métro Gare-de-l'Est, soit enfin inculpé et suspendu. On se rappelle qu'il fallut moins de temps pour suspendre un policier syndicaliste qui protestait contre Charonne.

Bagatelles après le massacre

A la suite de la publication du livre de Jules Roy, le général Navarre a éprouvé le besoin d'expliquer aux lecteurs de *Candida* pourquoi il ne s'est pas suicidé « après Dien-Bien-Phu ». Pour les Vietnamiens, il est sans doute préférable qu'il n'y ait pas songé « avant ». Un autre général n'aurait peut-être pas eu l'idée si profitable — pour le Vietnam — d'aller s'enfermer dans cette cuvette. Mais même avec une stratégie valable, aucun général n'aurait pu empêcher la victoire vietminh. Ceux qui ont conscience de se battre pour une juste cause finissent toujours par l'emporter sur les meilleurs généraux. Que peut faire une armée de mercenaires contre un peuple tout entier soudé autour de son armée révolutionnaire ?

Têtes chenues mais ventres creux

Samedi, ils ont manifesté place de l'Opéra. Ils ont manifesté pour 6 F par jour — ils en ont 4 actuellement. Baudin mourait pour 25 F par jour. Eux, ils en veulent 6 pour vivre ou plutôt pour ne pas mourir. Mais qui étaient-ils, ces manifestants? Des personnes âgées, des infirmes, des « improductifs », quoi. Mais ces hommes, ces femmes, ils n'ont pas passé leur vie à attendre la manne céleste ou gouvernementale. Ils ont travaillé. Ils ont « produit ». Certains ont pris

les armes en 14 et en 40. Ils se sont portés aux frontières pour défendre le pays... et M. Schneider. Ou bien ils ont tourné des obus, fabriqué des tanks. Et c'est M. Schneider, et c'est M. de Wendel, et c'est toute la classe des exploités et des sous-exploités qui ont empoché les bénéfices qu'eux, ces vieillards, ont tirés dans leur jeunesse. Bientôt ce sera Noël.



(Photo Elie Kagan.)

6 francs
pour ne pas mourir.

Les mairies et les bonnes œuvres organiseront des « repas des vieux » où les anciens diront encore merci. Mais pour rappeler au pouvoir qu'il faut plus qu'un repas par an pour ne pas mourir, il faut qu'ils aillent manifester à l'Opéra, ces pauvres anciens. Ils sont 3.000.000 en France. Mais le pouvoir s'en fout. Il a sa force de frappe et les manœuvres d'automne ont été un succès.

Des morts et des blessés

Un qui y va fort, c'est le camarade René Naegelen, l'ancien rédacteur en chef du « Populaire », renversé par Guy Mollet. Afin d'attirer des lecteurs à son nouveau canard, « Rencontres d'aujourd'hui », il annonce à son de trompe une « réconciliation S.F.I.O.-P.S.U. », sans pouvoir donner — et pour cause ! — beaucoup de détails sur celle-ci.

Le rédacteur de « Rencontres » en est réduit à des insinuations. Voyez plutôt : « Car si les uns, dans un camp comme dans l'autre, poussent à la roue, d'autres formuleront des exigences dures à avaler. Quelles exigences? Je répète que je ne suis pas dans le secret des dieux. Georges Brutelle et Gérard Jaquet d'un côté, Robert Verdier de l'autre, sauraient vous renseigner. Ils s'en gardent puisque se pratique la diplomatie secrète... »

Sacré Verdier ! Il nous avait caché cela à nous, ses petits camarades...

Mais Naegelen n'en continue pas moins, imperturbable : « En attendant d'autres rapprochements, d'autres accords — le regroupement enfin de toutes les forces de gauche — saluons ce premier rapprochement, prometteur d'un accord, et, qui sait, d'une réunification organique S.F.I.O. - P.S.U. Réunification qui laissera

des morts et des blessés sur le terrain ! »

En tout cas, Naegelen est déjà parmi les victimes, et l'on peut affirmer que le P.S.U. n'y est pour rien.

Un choix pénible

« Révolution africaine », la meilleure revue algérienne, publiait récemment des extraits du compte rendu d'un « séminaire sur la planification » qui s'est tenu à Alger en juillet dernier, avec la participation d'experts venus notamment d'U.R.S.S., de France, d'Angleterre, de Pologne, de Tchécoslovaquie.

Au cours de la discussion suivant l'exposé du professeur Bobrovski, Michel Raptis, un des trotskystes influents à Alger, avait émis l'opinion suivante : « Je pense que, dans tous les cas, et particulièrement dans celui des pays sous-développés, le rendement du travail, le rendement des investissements est fonction de l'élevation réduite, mais constante, de la consommation des producteurs, du niveau de vie des masses. »

Dans sa réponse, le professeur Bobrovski, a été amené à montrer que les choses ne sont sans doute pas aussi simples.

Il avait tout d'abord précisé : « Le grand problème de l'Algérie est celui-ci : il y a six millions de personnes dont le niveau de vie est vraiment rudimentaire ; trois autres millions, sans être dans l'opulence, ont un niveau de vie supérieur. Il existe enfin un petit groupe de riches et de parasites pauvres ». Et Bobrovski d'ajouter : « Je regrette de le dire, mais la formule des sociaux-démocrates français, la facile formule qui consiste à faire payer les riches, n'est pas suffisante. »

L'éminent économiste polonais n'a pas hésité à affirmer : « On peut dire que la période du plan à moyen terme, en Algérie, ne sera pas et ne pourra pas être une période d'augmentation du niveau de vie. L'Algérie pourra, à la rigueur, assurer le passage d'un certain nombre de gens du secteur traditionnel dans le secteur moderne. C'est tout, et cela ne touchera certainement pas un très grand nombre (...). Le souci de créer les conditions d'un développement rapide doit primer celui d'obtenir des résultats immédiats sur le plan du niveau de vie, aussi pénible que puisse être ce choix. »

Le billet de Jean Binot

Sage décision

Le refus opposé par M. le Ministre de l'Éducation Nationale à la prétention des parents d'élèves de siéger à la Sorbonne m'apparaît, si j'ai bien saisi la nature des choses, triplement justifié.

D'abord ces barbons qui voulaient aller — ou revenir — à la Faculté en ont passé l'âge, et leur exigence était pure sottise.

Ensuite, ils se plaignent avec une insigne mauvaise foi de ce que les écoliers, lycéens, étudiants — leur progéniture — trouvent difficilement une place : que serait-ce donc si la Sorbonne était abusivement occupée ?

Et de quoi se mêlent-ils, enfin, depuis qu'à Montélimar, le général a dit, parlant du problème scolaire : « Nous le résolvons souvent à l'admiration du monde entier » ?

FORCE DE FRAPPE ET RECHERCHE SCIENTIFIQUE

PARMI les thèmes d'actions communes sur lesquels l'accord des partis de gauche peut se faire, figure en première place celui de la lutte contre la force de frappe française.

Il suffit d'énoncer les chiffres du devis nécessaire à sa réalisation pour que l'attention des citoyens soit éveillée :

En 1963, les dépenses d'équipement liées à la force de frappe représentent 20 p. cent des dépenses totales d'équipement de l'Etat et 50 p. cent des dépenses d'équipement militaire.

En 1966, elles représenteront de 4 à 4,5 milliards par an.

Après 1966, de 6 à 7 milliards par an. L'ampleur de ces dépenses est telle que les défenseurs de cette politique sentent la nécessité de dire et écrire que ces dépenses ne sont pas improductives et qu'elles sont bénéfiques à l'économie française puisqu'elles permettent en même temps l'extension des recherches scientifiques.

Ce qui revient à dire que lorsque les crédits affectés à la Défense nationale aug-

mentent, ce n'est pas au détriment des crédits d'investissements civils.

Il faut, sur ce point, apporter un démenti formel.

Toutes les études qui ont été faites prouvent le contraire. C'est ainsi que l'usine de Marcoule, financée par des crédits civils, a vu sa production utilisée pour les expériences du Sahara. Ce qui a entraîné l'achat à l'étranger à des prix exorbitants du plutonium nécessaire au fonctionnement de la première pile génératrice française.

L'usine de Pierrelatte n'a nul besoin, pour sa production d'uranium nécessaire à l'utilisation civile, d'être conçue sur les bases acceptées par le gouvernement. On en arrivera bientôt au paradoxe de voir l'électricité produite coûter plus cher que par n'importe quelle autre source.

De toutes les manières, les recherches partielles réalisées par Pierrelatte auraient pu être décuplées avec des moyens bien moins importants.

Il ne faut donc pas nier que les recherches scientifiques peuvent bénéficier des

infrastructures réalisées pour la création de la force de frappe, mais il faut dire qu'elles n'utilisent qu'une très faible fraction des crédits engagés et que si une vraie politique de recherches existait en France, il suffirait d'une faible fraction des dépenses actuelles pour leur donner un tel essor que nous rattraperions rapidement notre retard sur les grands pays.

Cela, un programme socialiste doit le dire clairement.

Tant pis si le capitalisme français n'y trouve pas son compte.

N'oublions pas que son silence d'aujourd'hui vient de ce que les grosses industries sont les premières clientes du gouvernement et que l'expansion en cette matière servira à compenser la récession due à une remise en question du Marché commun.

Donnant, donnant. Voilà le marché gouvernement-capitaliste.

Il faut en dénoncer les dangers.



LE VOYAGE EN IRAN : le dessein du général

« **J**E ne reverrai plus ce peuple bizarre, sa misère, son désœuvrement, son irritante ironie et sa fiévreuse curiosité : peuple étrange, que j'avais cependant appris à aimer. » Ainsi parlait la poétesse A. Pakravan du peuple iranien. Le général de Gaulle, lors de son voyage au royaume du Shah, l'aura-t-il compris, ce peuple ? J'en doute... Les chevauchées en carrosse ne sont pas appropriées pour connaître et voir les fiers citoyens d'Iran.

Quand je parle des fiers citoyens d'Iran, je ne parle pas de « Sa Majesté impériale le Shah » comme on dit à Notre République, ni de Farah Diba, réservée à France-Dimanche. Non, je parle des pauvres types qui n'ont pas le droit de manger le riz qu'ils récoltent, le caviar qu'ils pêchent ou la pistache qu'ils cultivent. Le général, dit-on, a montré qu'il avait la nostalgie de l'Empire : pour un peu, il aurait envié le trône que les lointains ancêtres de M. Palhavi sont allés chercher à Delhi dans l'Empire du Grand Mogol. Qu'il se console : si le trône est toujours là, les pierres précieuses qui l'ornaient sont depuis longtemps vendues pour payer je ne sais quelles dépenses impériales. La Cour est bien souvent à cette image...

On parle beaucoup du souverain, en particulier de sa réforme agraire ; on dit que le Shah est un démocrate, un empereur éclairé ; il est vrai qu'après de ses prédécesseurs, il n'a pas grand mal... Je voudrais à ce sujet vous raconter l'histoire de la première réforme agraire iranienne :

En 1933, les terres du Sistan (6 500 km²) appartenait en totalité à l'Etat. Celui-ci décida de les donner aux paysans ; aussitôt les chefs locaux, les sardars, se précipitèrent et par divers moyens, dont la force, s'approprièrent le bien des paysans, certains sardars s'adjugeant jusqu'à 120 parts.

1937 : nouvelles tentatives, nouvel échec. Cette fois-ci, ce sont 25.000 parts que les chefs s'attribuent, si bien qu'en 1941 l'Etat interrompt la vente des terres. La corruption règne en maîtresse en Iran, tout et tout le monde est payé et deux fois payé. On raconte l'histoire de ce sergent de ville qui, réglant la circulation à Téhéran, arrêtait les voitures et ne les autorisait à repartir que contre pourboire... La fonction publique est corrompue parce que trop mal payée, les paysans pauvres à manger de l'herbe parce que rançonnés constamment. Alors, qui est riche ? Tout simplement les « 1.000 familles », les grands propriétaires terriens qui, avec la bénédiction de la Cour, contrôlent 90 p. 100 des terres...

L'ambassade, dans une lettre fulminante comme elle en a l'habitude, me répondra que le Shah vient de distribuer ses terres aux paysans pour donner l'exemple. Fort bien. Il est vrai que le Shah qui était le plus grand propriétaire terrien de tout le royaume grâce à son père Reza le Grand, sorte d'Ataturk égoïste, il est vrai que le Shah vient de distribuer une partie de ses domaines... Et après ?... Ce n'est pas cette réforme et la limitation des domaines privés à un seul village qui rendront

le goût du riz aux Iraniens. Et la pistache, vous connaissez ? C'est le principal produit agricole d'exportation.

Eh bien, sachez que le paysan peut entretenir et irriguer les arbres, mais qu'il n'a aucun droit sur la récolte. Sachez qu'en Iran, au Kerman, le paysan n'est considéré comme un homme que s'il a la chance de posséder un matériel agricole complet (boeuf, âne, pelle, rateau), faute de quoi, ou s'il n'a pas atteint ses dix-huit ans, il n'est considéré que comme une moitié d'homme, et bien entendu payé en conséquence (1)... Le salaire là-bas s'appelle « Bo Khor Na Mir », c'est-à-dire littéralement « Mange et ne meurs »... Juste assez pour ne pas mourir de faim.

Pays des roses, pays des splendeurs passées, Mongols, Perses, Arabes s'y sont précipités et ont fini domptés, ajoutant leur intelligence aux splendeurs des autres. L'Iran 1963, fier de son passé, honteux de son présent, interroge le ciel : Qui viendra ?

Dans ses nuages, le vieux général n'est pas resté insensible à cet appel. Avec cet extraordinaire sixième sens, l'instinct, il a senti les avantages qu'il pouvait tirer de la tragédie des pays sous-développés. Le drame est là, à notre porte... Il y a des gens qui, comme Alfred Savvy, le clament depuis

longtemps : le fossé se creuse ; à mesure que les pays modernes s'élèvent, les pays sous-développés s'enfoncent ; ceci est inéluctable.

Le simple fait pour un pays comme l'Egypte de trouver la nourriture nécessaire aux bêtes qui chaque année naissent, l'empêche d'augmenter le niveau de vie des autres habitants. La production augmente, elle est à peine suffisante pour compenser l'accroissement des naissances. Ceci est essentiel, tout le reste est littérature ; comment pouvons-nous remédier au sous-développement ? Comment pouvons-nous éviter la rupture, et l'affrontement des riches et des pauvres qui n'auront rien à perdre en Asie et en Amérique du Sud ? Tenant compte de l'inégalité des pauvres, le général de Gaulle vient de développer sa « tactique » en cette première visite à l'Iran ; mais le voyage n'est pas terminé. Dans les pays sous-développés, deux catégories : les pauvres, et les misérables. Ceux-là, je les laisse à la Chine, aucun espoir ; mais je ne casse pas les relations ; quant aux autres, les « rattrapables », ceux qui peuvent remonter la pente, les petits bourgeois du Tiers-Monde, je vais les visiter, je leur donne un peu, je leur promets beaucoup et, grâce à l'excellente réputation de notre France (Ah ! 1789), je me fais ma petite zone d'influence ; les Américains n'ont jamais été capables de se faire des amis, pas plus que les Anglais... Nous allons leur montrer ce que c'est que la chaude amitié française.

Et voilà notre général qui se prend pour un Tito du 16^e... Le capitalisme y trouvera son compte, mais cet habile dessein n'aura qu'un temps, la temps pour les « misérables » de s'apercevoir que l'époque de la Charité et des demi-mesures est passée.

Michel Joch.

(1) Vincent Montell, « L'Iran », collection Petite Planète.

MAÇONNERIE — PLATRERIE — RAVALEMENTS — CARRELAGES

COLOMER

29, cité d'Antin, PARIS (9^e) — Téléphone : TRinité 05 06

SOULTZ (Haut-Rhin) : fermeture prochaine des usines SALIN

SOULTZ est une petite ville de la vallée — au nom poétique de « Florival » et dans laquelle se succèdent, en se touchant, les villes de Soultz, Guebwiller et Bühl. Mais la réalité, elle, n'a rien de poétique, hélas !

Nous avons relaté en son temps la fermeture des usines textiles Marin-Astruc de Bühl, occupant plus de 500 ouvriers. A propos des licenciements de la plus grosse entreprise industrielle de Mulhouse, nous avons signalé, en juillet dernier, les mutations économiques qui se réalisent en Alsace comme partout ailleurs en France. La vigueur de la crise dans le textile et la métallurgie surprend, dans une certaine mesure, les intéressés en déplaçant les contradictions du monde capitaliste dans des domaines où l'expérience man-

que, les outils font défaut et les attitudes sont inadaptées. Les syndicats ont depuis longtemps attiré l'attention des pouvoirs publics sur les problèmes, mais de Gaulle et ses « fonctionnaires » poursuivent l'expansion... de la « force de frappe ».

Nous ajoutons : « Les travailleurs avaient placé leurs espoirs dans l'essor de l'industrie électrique, celle de la mécanique et des métaux. On constate maintenant qu'elles sont en perte de vitesse. Les espoirs sont cruellement déçus. » Or voici qu'à Soultz, après des rumeurs, des départs plus ou moins clandestins de jeunes vers d'autres fabriques : la chose est officielle. Une délégation des ouvriers, composée des représentants : Cladt, Muller et Glaentzen, ayant demandé une entrevue au directeur, M. de Becco,

beau-frère du propriétaire Salin, cette délégation a publié le communiqué suivant après l'entretien : « La délégation a demandé à M. le directeur responsable de l'entreprise : « Où en sommes-nous du point de vue travail et marche de l'usine ? » M. le directeur nous répond catégoriquement que le travail diminue de plus en plus faute de commandes et qu'il ne voit guère espoir de survie de l'entreprise dans sa forme actuelle. Mais M. le directeur cherche une solution viable pour l'entreprise... Avec le secours de la Providence, probablement. En attendant, cette reconversion tout à fait hypothétique et la « transplantation de la partie atelier mécanique dans la zone industrielle Soultz, Guebwiller, Issenheim », comme l'indique un reporter remuant d'un journal local, reporter qui voudrait faire

croire au père Noël, les cent soixante ouvriers de l'usine n'auront que le choix de se... « trouver du travail ailleurs » — avec tout ce que cela comporte d'inconvénients de toute sorte, sans compter la perte des avantages acquis — ou le chômage et les privations !

Ainsi, par l'incapacité de gestion et en vertu de la loi sacro-sainte de la « rentabilité capitaliste », les masses ouvrières doivent toujours supporter les frais de l'imprévoyance anarchique du régime du profit et de la « reconversion ». Camarades ouvriers de Soultz, comprenez-vous maintenant la grève des mineurs ? Il faut regrouper en un seul front les travailleurs des secteurs en expansion (pour combien de temps en expansion ?) et ceux des secteurs en déclin. Unité d'action partout !

LA BATAILLE DES SALAIRES EST ENGAGÉE

SI les manifestations des anciens combattants ou des vieillards et infirmes qui revendiquent une pension de 6 F par jour (au lieu des 4 F prévus) n'inquiètent guère le gouvernement, il peut ne pas en aller de même de l'agitation qui se développe dans le secteur public et qui se traduit en premier lieu par une grève des cheminots.

Le Pouvoir accepte bien de discuter avec les syndicats, mais ce ne sont pas leurs revendications qui l'intéressent. En fait, il voudrait les voir mettre celles-ci en veilleuse afin de

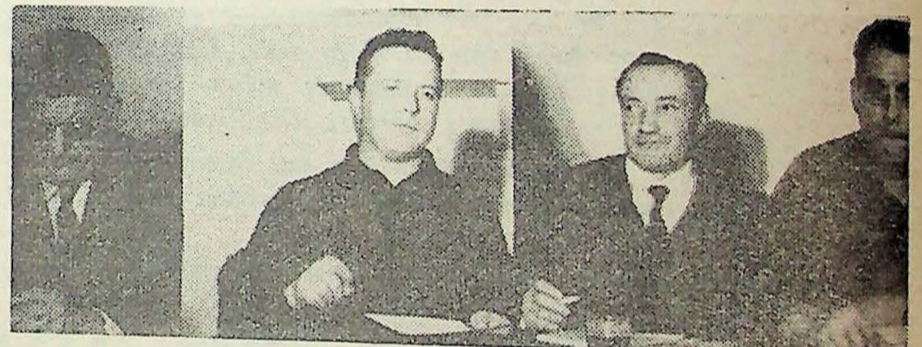
poursuivre en toute quiétude la réalisation de son fameux « plan de stabilisation » qui vise, de façon classique, à réduire la consommation pour lutter contre l'inflation. Les syndicats ne l'entendent pas de cette oreille. Au risque de se voir accuser de mauvaise volonté par la propagande gouvernementale, ils n'acceptent pas la trêve proposée. Ils ne peuvent renoncer à leurs revendications alors que la hausse des prix se poursuit depuis des mois et alors que le plan de Giscard d'Estaing, frappant surtout les salariés, ne leur dit

rien qui vaille et leur paraît même comporter des risques de récession économique.

Si certaines actions ont lieu dans le secteur privé, notamment dans la métallurgie (à St-Etienne, dans le Nord, à Orléans), ce secteur n'est pas actuellement à la pointe de l'agitation. Il est vrai que des menaces de licenciements existent et que des problè-

travail, sont une des branches les plus sensibilisées. Dans le secteur nationalisé, c'est dans les mines que la situation est la plus sérieuse.

Au malaise permanent qui existe dans les mines du fait de la fermeture progressive des bassins (malaise que viennent encore d'illustrer le conflit de Vermelles et celui de San-cy, dans les mines de fer de Lor-



(Photo Elie Kagan.)

Les dirigeants syndicaux des cheminots lors de la conférence de presse qu'ils ont tenue le 21 octobre. De gauche à droite : Deconduis (Fédération autonome); Seguy (C.G.T.); Nicolas et Bufet (C.F.T.C.)

mes de reconversion continuent à se poser. Citons seulement le licenciement de deux cent soixante-dix-neuf personnes qui a été décidé par Neyrpic, à Grenoble, et la campagne menée en Bretagne pour le maintien en activité des Forges d'Hennebont.

Dans le secteur public, où l'on se plaint toujours d'un décalage des salaires avec ceux du secteur privé, où l'on a ressenti comme une provocation la loi de juillet dernier réglementant le droit de grève, la situation n'est pas la même. Non que le climat soit très chaud, mais les déceptions engendées par le « rendez-vous de septembre » ne peuvent manquer de susciter le mécontentement et alimenter l'agitation.

Les cheminots donnent le coup d'envoi

C'est ce qui se passe à la S.N.C.F. où les fédérations C.G.T., C.F.T.C., F.O. ont lancé ensemble une grève de 24 heures, l'augmentation annuelle des salaires des cheminots étant portée seulement de 3 à 4 p. 100 (soit un gain de 0,25 p. 100 par trimestre !). Les syndicats demandaient le versement d'un acompte de 150 F et l'augmentation du nombre des jours de congés (qui est actuellement de 24 pour la majorité du personnel). A noter le ralliement à la grève de l'importante fédération des Cadres autonomes et l'abstention de la fédération des Agents de conduite (qui n'aurait pas été consultée par les autres syndicats).

De nouvelles grèves pourraient d'ailleurs avoir lieu dans la fonction publique et les autres entreprises nationalisées, le gouvernement fixant pourtant à 4 p. 100 le plafond de l'augmentation annuelle des salaires pendant la durée du « plan de stabilisation ». Les P.T.T. où règnent, comme dans les hôpitaux et à la S.N.C.F., de mauvaises conditions de

travail, à cela vient s'ajouter le mécontentement résultant du fait que le rendez-vous de septembre, prévu par la « table ronde » qui avait mis fin à la grève d'avril, n'a pas encore eu lieu dans les houillères nationales.

Des congrès syndicaux viennent de se faire l'expression de ce mécontentement, à commencer par celui de la puissante Fédération du sous-sol C.G.T. qui s'est ouvert lundi à Liévin. Le secrétaire général Léon Delfosse s'est employé à justifier l'action de sa fédération en mars-avril où « nous avons arraché ce qu'il était possible d'arracher à ce moment » mais, soulignant le renforcement de l'unité depuis la grève des mineurs, il a évoqué une reprise possible de l'action. D'autre part, après avoir déclaré qu'« à plus ou moins longue échéance, tout ce qui est extrait de notre sous-sol est menacé de mort... », il n'en a pas moins indiqué que l'objectif de son organisation était de permettre au mineur de redevenir, comme en 1946, « l'ouvrier le mieux payé et le mieux considéré de France ».

Les fédérations C.F.T.C. et F.O. ont également mis le gouvernement en garde contre les dangers d'atermoiements prolongés en ce qui concerne la discussion sur les salaires des mineurs.

Le congrès régional C.F.T.C. du Nord, réuni à Liévin, a même « mandaté la Fédération nationale pour poursuivre ses contacts avec les autres fédérations de mineurs et celle des industries du secteur nationalisé, en vue de fixer les modalités pratiques de l'action à mener, et notamment de la grève générale, au cas où le rendez-vous prévu en septembre n'aurait pas lieu dans les meilleurs délais ».

Tout en étant vivement opposés à la « déconfessionnalisation », les mineurs C.F.T.C. se montrent combattifs.

Maurice Combes.

Le vrai problème de la viande : groupement des producteurs et remembrement du commerce de détail

Le problème de la viande revient souvent au premier plan de l'actualité et on a parfois l'impression de se répéter indéfiniment. Et pourtant la situation nous oblige à y revenir puisque le pouvoir prend toujours les mêmes et recommence !

Pour ma part, j'ai déjà analysé la solution de la taxation de la viande en novembre 1961, c'était au temps où M. Missoffe refusait de serrer la main des bouchers ; on ne « suivait plus le bœuf » (la paternité du slogan revient au M.R.P. Fontanet), mais on allait voir ce qu'on allait voir. Incorrigible sceptique, je criai à l'échec, c'est aux ménagères de décider qui a eu raison.

Plusieurs systèmes de taxation

Nous voilà donc au point de départ : hausse record et, comme toujours, au moment des fameux rendez-vous. Que faire ? Taxer. Mais il existe plusieurs systèmes de taxation :

— ou bien on plafonne les prix au stade de gros, les mandataires et les chevillards sont alors obligés de surveiller leurs prix, ils achètent à la baisse d'où diminution du revenu des producteurs, déjà peu élevé, malgré une hausse des cours du bœuf à la production. C'est un moyen de chantage très efficace.

Au surplus, le syndicat national de la boucherie en gros est de taille à se défendre, n'est-ce pas M. Lemaire-Audoire ?

A ma connaissance, une telle taxation a été envisagée au mois d'août 1962, elle s'est, en fin de compte, traduite seulement par un remaniement du cabinet de Missoffe ;

— ou bien on taxe au stade du détail. C'est le mécanisme habituel, il n'y a que les modalités qui changent ; comme nous l'avons dit la semaine dernière, le système qui vient d'être choisi risque d'entraîner un glissement à la hausse car la plupart des bouchers cherchent à se classer dans les catégories supérieures ; l'idéal étant de se trouver dans le petit nombre des élus à « label ». La taxation au détail comporte toujours le risque d'encourager la fraude à la fois sur la qualité et sur le morceau (faux-filet de seconde qualité baptisé filet de première). Naturellement, le respect de la taxation dépend de la fréquence des contrôles et de la spécialisation des contrôleurs qui doivent assez bien connaître l'anatomie des carcasses.

Protester par la grève

La meilleure preuve de l'inefficacité de la taxation est qu'elle touche assez peu les bouchers, même si la violence verbale et la violence envers les journalistes permettent de faire croire le contraire. Finalement, le désagrément reste minime pour les professionnels qui ont l'habitude et une solide expérience de ce genre d'opération.

La réponse du boucher à l'arrêté de

VIALLETTEL, villa J.-Jaurès 19, rue Rossignol, THIONVILLE (Moselle), (CCP Nancy 1355-13), édite des enveloppes « Halte aux essais nucléaires de tous les pays ». Franco : 10 F les 550. Echantillons contre 0.40 F.

COURRIER DU P.S.U.

Le 2^e Dossier du Congrès national de novembre (N° 31) est paru. Prix : 1,50 F. Paiement à la commande, C.C.P. 58-26-65 Paris.

taxation est toujours la même : protester plus ou moins vivement contre la mesure (en général, une grève), puis accepter une légère diminution du prix du bifteck avec péréquation sur d'autres morceaux ou d'autres espèces (hausse du veau et du mouton) ; le gouvernement triomphe, le contrôle se relâche, on l'oublie et la hausse recommence.

Moralité : le consommateur est perdant à tout coup. Indiquons qu'il existe une autre variante bien plus avantageuse pour les intéressés : elle consiste à « échanger » la taxation contre une baisse volontaire sur quelques morceaux figurant à l'indice des 179 articles. L'effet est le même pour notre pouvoir social, mais différent pour le portefeuille du boucher.

ne peut pas gagner honnêtement sa vie. Ou il vivote avec un revenu inférieur à l'ouvrier professionnel ou bien il fraude (fraude sur la qualité, fraude sur le poids, fraude à l'égard du fisc...). C'est là une loi économique contre laquelle on ne peut s'insurger. Imagine-t-on un médecin donnant dix consultations par semaine et prétendant rouler en D.S. ?

Un seuil minimum

Il faut souligner que l'exploitant agricole qui ne possède que quelques hectares affronte les mêmes difficultés : il existe un seuil minimum au-dessous duquel aucune activité ne saurait être rentable.

La concentration et le remembrement des boucheries (comme des commerces de gros) sont inévitables. Ce qui ne signifie pas que tout est bien dans le meilleur des mondes : plusieurs problèmes se posent :

— que deviendront les petits bouchers obligés de quitter une profession qu'ils exercent depuis de nombreuses années, vers quoi se reconverter quand on a découpé et paré de la viande toute sa vie ? Une telle solution imposerait donc d'importants crédits de reconversion qui permettraient de donner une retraite décente aux plus âgés et d'assurer la formation professionnelle des plus jeunes vers des métiers en plein essor. Si l'on en juge par les résultats obtenus pour les agriculteurs, le régime capitaliste paraît incapable de résoudre un tel problème ;

— admettons cependant que, sous la pression des événements économiques, les commerces les moins rentables disparaissent, le danger est alors

que les grosses sociétés capitalistes se partagent le marché et éliminent toute concurrence. A coup sûr, les consommateurs n'y retrouveraient pas leur compte, une fois de plus (exemple : tel supermarché situé hors de toute concurrence dans un grand ensemble).

Ainsi la concentration du commerce est inéluctable, comme Marx l'avait montré pour les entreprises industrielles. C'est à ce moment qu'apparaît réaliste la solution des socialistes consistant à socialiser les entreprises commerciales les plus importantes. Défendre à tout prix des formes économiques dépassées, c'est faire du poujadisme, s'accrocher irrémédiablement à la défaite ; en revanche, applaudir des deux mains aux succès du néo-capitalisme, c'est risquer de déchanter rapidement, c'est, plus simplement, faire le jeu des exploitateurs. La seule véritable solution réside bien dans une politique socialiste de la distribution qui tienne compte à la fois des intérêts légitimes des producteurs, des impératifs du plus bas coût possible et de la défense des consommateurs.

C'est dans l'association et la coopération, ainsi que dans l'organisation des consommateurs, qu'il faut rechercher des solutions durables au problème du prix de la viande et des autres denrées périssables.

Ce n'est pas sur Giscard d'Estaing qu'il faut compter pour promouvoir une telle politique, mais sur l'action unie des travailleurs des villes comme des campagnes. En vérité, le prix du bifteck est une question politique ; unissons-nous pour y apporter une réponse valable, c'est-à-dire une réponse socialiste.

J.-M. Chauconner.



(Photo Tribune.)

On y revient toujours

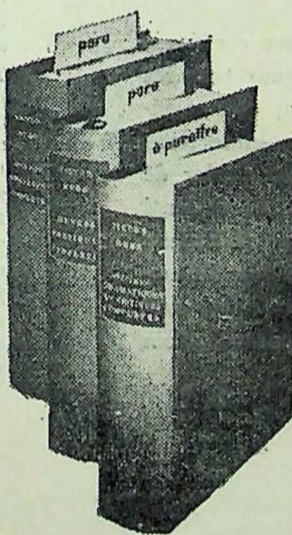
Alors, direz-vous, que faut-il faire ?

Une fois de plus nous répéterons ce que nous avons déjà écrit maintes fois : s'attaquer aux vrais problèmes du marché de la viande :

1° A la production, mettre sur pied de véritables groupements de producteurs capables de tenir la dragée haute aux bouchers en gros. On ne peut pas dire que les S.I.C.A. et les coopératives aient beaucoup progressé dans cette voie. En particulier, elles n'ont jamais réellement soutenu les expériences de circuits directs, qui ont toujours du mal à s'approvisionner à des prix honnêtes dans de bonnes qualités. Surtout elles se désintéressent du stade ultime du circuit : la vente au détail. Ainsi des S.I.C.A. qui ont fait de réels efforts sur le plan de la production fournissent à des prix très avantageux des magasins à succursales multiples ou des supermarchés ; or le consommateur n'en voit pas le résultat. Les producteurs groupés doivent donc exiger en premier lieu que leurs efforts soient répercutés au détail, en prenant au besoin des participations dans les sociétés de commerce moderne ;

2° Remembrer les commerces de détail. Un boucher qui ne vend que 450 kg de viande abattue par semaine

TRIBUNE SOCIALISTE offre à ses lecteurs, à des conditions exceptionnelles, la première édition vraiment complète des œuvres de



VICTOR HUGO

Voici en cours d'achèvement, l'édition monumentale que le XX^e siècle aura l'honneur d'avoir consacré à la plus grande œuvre du XIX^e siècle : celle de Victor Hugo. Au lieu de quelque 90 volumes des anciennes éditions dont beaucoup sont introuvables en librairie, les Œuvres Complètes de V. Hugo comportent quatre magnifiques ouvrages de bibliothèque de près de 1.800 pages chacun, reliés pleine toile, titre or fin, tranche supérieure dorée. Deux volumes sont parus, mais seront hélas bientôt épuisés, le tome I : *Les Œuvres Poétiques Complètes* et le tome II : *Les Œuvres Romanesques Complètes*. L'un et l'autre ont été salués par l'unanimité de la presse comme des chefs-d'œuvre de l'édition française. Le Tome III est sous presse. Il comprend tout le Théâtre de Victor Hugo, non seulement les pièces plus célèbres comme *Hernani* ou *Ruy Blas*, mais même des pièces inconnues comme les « Comédies Cassées », toutes les Œuvres Critiques, tous les Journaux Intimes et les extraordinaires « Comptes Rendus des Tables Tournantes » illustrés par une vingtaine de pages de dessins faits par la Table Tournante.

Nous pouvons encore offrir aux lecteurs de ce journal (remplir le paragraphe 1 du bon) les tomes I et II actuellement en cours d'épuisement aux conditions exceptionnelles suivantes : 1°) chaque tome : 10 versements mensuels de 13,50 F, ou 3 de 42 F, ou 120 F comptant. 2°) les 2 tomes ensemble : 10 versements mensuels de 26 F, ou 3 de 80 F, ou 228 F comptant.

Le tome III : *Œuvres Dramatiques et Critiques Complètes*, du fait des hausses considérables subies par l'industrie du livre, sera vendu au minimum 135 F comptant et 150 F en 10 versements, mais nous pouvons l'offrir aux souscripteurs, avant la mise en vente, au même prix que les précédents : soit 13,50 F par mois pendant 10 mois, 42 F par mois pendant 3 mois ou 120 F comptant. Pour bénéficier de ce prix de faveur, remplir le bon ci-contre (paragraphe 2) et joindre à l'envoi 13,50 F par chèque bancaire ou postal ou mandat. Mais attention ! la mise en vente qui clora cette souscription, aura lieu à une date très rapprochée. N'hésitez donc pas à envoyer aujourd'hui même votre souscription à la librairie PILOTE, 30, rue de Grenelle, Paris VII.

L'ENTHOUSIASME DE LA PRESSE
la Grande Encyclopédie du lyrisme français (LIBÉRATION)... une extraordinaire édition (JOURS DE FRANCE)...
inépuisable recueil (FIGARO)...
Magnifique (COMBAT)... c'est monumental (L'INFORMATION)...

BON à adresser à la LIBRAIRIE PILOTE 30 rue de Grenelle, Paris 7^e

(cocher les cases précédant les formules adoptées)

1 - Veuillez m'adresser LES ŒUVRES POÉTIQUES COMPLÈTES LES ŒUVRES ROMANESQUES COMPLÈTES DE VICTOR HUGO que je réglerai en 1 3 10 versements.

2 - Je souscris aux ŒUVRES DRAMATIQUES ET CRITIQUES DE VICTOR HUGO. Veuillez trouver ci-inclus, libellé au nom de la Librairie Pilote :

Chèque bancaire chèque postal compte Librairie Pilote N° 13.905-31 PARIS mandat de 13,50 F. Ce versement me donne droit au prix exceptionnel de souscription : je réglerai le solde après livraison soit 106,50 F. en un versement 3 versements de 37,50 F. 9 versements de 13,50 F.

NOM _____

Adresse habituelle _____

N° CCP ou bancaire _____

T.S. 3.10

Signature _____

GRECE : Un régime

Pour tous les démocrates grecs, le 3 novembre, date des prochaines élections, sera un grand jour, mais aussi un jour d'inquiétude. A l'approche des élections, la fièvre monte dangereusement. La police et les forces gouvernementales, toutes dévouées à Karamenlis, leader de l'extrême-droite, intensifient chaque jour la répression. Les nouvelles arrivant de Grèce sont alarmantes. Dernièrement, une manifestation organisée par l'E.D.A. (Union Démocratique de Gauche) s'est terminée par une sanglante bagarre qui fit soixante-quatre blessés dont vingt-cinq graves dans les rangs des manifestants. La police ayant « rétabli l'ordre », la presse du centre et de gauche ne cesse de protester contre ces agressions policières et la tentative d'instaurer un climat de terreur. De son côté, l'extrême-droite dénonce à tous propos « la provocation communiste » et agite la menace « d'un coup de force des rouges ».

★

Au sujet de la Grèce, il existe un phénomène qu'il est important de souligner : les problèmes de la vie politique et économique de ce pays sont presque totalement ignorés du reste du monde. Les nombreux touristes qui, chaque été, parcourent « la plus vieille démocratie du monde » sont des aveugles qui n'ont d'yeux que pour les ruines célèbres du siècle de Périclès. Tout le reste passe inaperçu. J'ai souvent constaté ce phénomène pendant mon séjour en Grèce. Si les vacanciers parlent parfois de la misère du peuple grec, ils nous donnent comme explication : le climat, la chaleur excessive, etc., et puis, pour un touriste, il est souvent facile de mettre la misère au compte du pittoresque.

Pour tous ces vacanciers « enivrés de mirages scolaires », pour tous les touristes du Guide Bleu, qui considèrent la terre grecque comme terre d'évasion, je voudrais leur parler de ce que j'ai vu, entendu et ressenti dans ce pays où Victor (L'Enfant grec) et Renan (Prière sur l'Acropole), jugé trop démocratique, sont interdits, mais où, par contre, Mein Kampf est autorisé.

D. L.

UNE chaleur moite s'est abattue sur Athènes ; les chemises collent à la peau, le thermomètre marque 40 degrés à l'ombre. Au centre de la place Oumounia (Concorde), à la place Syntagma (Constitution), la circulation automobile est aussi difficile qu'à Paris place de l'Opéra, aux heures de pointe. Pare-chocs contre pare-chocs, les voitures immatriculées de Rome, Londres ou Paris se déplacent à un « train de sénateur ». Toute l'Europe semble s'être donnée rendez-vous en Grèce cet été.

Le touriste est partout en Grèce. La publicité à la radio, les affiches, etc. La Grèce est entrée dans notre vie quotidienne. Nous fredonnons « Les Enfants du Pirée » du célèbre film de Jules Dassin. Le livre de poche met à la portée du grand public l'Odyssée réservée autrefois aux seuls potaches, et le cinéma s'intéresse maintenant à Ulysse ou à la Belle Hélène. Et lequel d'entre nous, hanté par ses souvenirs d'écolier, n'a pas rêvé de gravir les pentes de l'Acropole.

Pour toutes ces raisons, le tourisme est roi en Grèce. Mais que sait-on de la Grèce en dehors de ce que nous ont appris les manuels scolaires ? La Grèce fut le berceau de la démocratie, mais cette démocratie existe-t-elle aujourd'hui dans le pays qui l'a vue naître ?

Le touriste s'en préoccupe peu. Guide Bleu en main, il retrouve son avidité de lycéen et explore les ruines, à la recherche de la Grèce antique. La Grèce moderne passe en dehors de son champ de vision.

Le centre d'Athènes : une vitrine pour touristes

« Les ruines antiques cachent, aux milliers de touristes, le drame que traverse la Grèce moderne. » Ces propos, Mme Svoulos, député de l'E.D.A., les prononce avec amertume. Oui, ajoute-t-elle, « sauf quelques touristes « politisés », la majorité des visiteurs ignore ce qui se passe actuellement dans notre pays. Le centre d'Athènes et les ruines représentent la vitrine de la Grèce, mais derrière cette façade, tout un peuple vit misérablement. Dans les quartiers populaires, Péristéri ou Plaka, au pied de l'Acropole, les ouvriers vivent dans des bâtisses misérables, véritables cages à poules. Ce n'est pas dans le centre d'Athènes, vitrine touristique du pays, que vous verrez la situation de l'ouvrier grec, allez donc dans les quartiers populaires. »

Fort des conseils de Mme Svoulos, je me



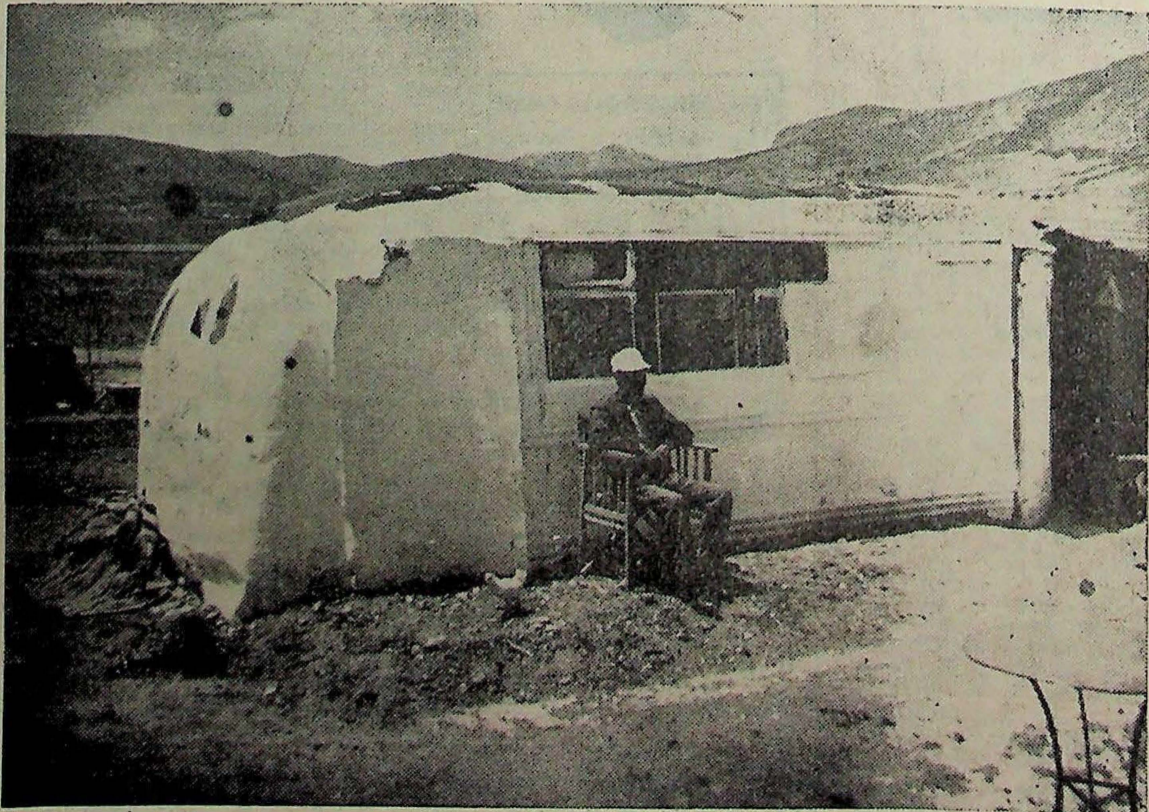
suis rendu dans le quartier Péristéri. Le député de l'E.D.A. n'avait, hélas ! pas menti. Dans ce vieux quartier, aux rues mal pavées, les ouvriers vivent dans des « germanika », misérables cabanes à lapins, importées d'Allemagne. Sans chauffage ni revêtement du sol. W.-C. communs et une seule pompe à eau pour le quartier. « Dans ces conditions, me dit un ami grec qui m'accompagnait, il est normal que de nombreux ouvriers quittent le pays ».

En effet, chaque année, ouvriers et cadres s'expatrient pour éviter l'indigence. Depuis 1955 près de 400.000 Grecs sont partis travailler à l'étranger. L'Allemagne compte, à elle seule, plus de 250.000 Grecs dans ses usines. D'autant plus que pour trouver du travail, il faut présenter un certificat de civisme sur lequel je reviendrais plus longuement.

Une para-constitution

A côté de la constitution démocratique qui peut être considérée comme une charte se rapprochant du type classique des régimes parlementaires, il existe, en Grèce, ce que l'on pourrait appeler une constitution parallèle qui l'emporte sur la première. Les lois n'ont qu'un but : neutraliser les adversaires politiques du gouvernement en les marquant du sceau d'espion communiste et les livrant à l'arbitraire des tribunaux militaires. Plus particulièrement, cette para-constitution est formée des lois d'exception avec force de règles constitutionnelles qui suspendent les garanties individuelles dès qu'on quitte le champ des débats de droit commun pour entrer dans celui de la politique. La principale mesure instituée par cette constitution est la déportation par voie administrative de toute personne qui, de l'avis des services de la sécurité, mettrait en danger l'ordre public.

Une autre institution qui viole la liberté de pensée et d'emploi est celle des fameux « certificats d'opinions sociales » ou « certificats de civisme ». Pour être admis à la fonction publique, dans les municipalités, les banques, les entreprises d'utilité publique, pour être élu à la direction d'une coopérative ou y trouver un emploi, il est nécessaire de présenter un certificat de civisme. A l'origine, il s'agissait d'une déclaration attestant que l'intéressé n'était pas communiste mais, dans la pratique, on a fini par exiger un certificat à tout propos, comme, par exemple, pour se faire inscrire comme étudiant à l'université, pour obtenir un permis de conduire ou pour ouvrir un bureau de tabac.



Dans les faubourgs d'Athènes, de nombreux ouvriers vivent dans ces cages à poules.

me qui trompe le monde



Manifestation des paysans contre « le certificat de civisme ».

L'institution des « certificats de civisme » constitue le plus puissant moyen de pression sur le peuple. Le chômage et le sous-emploi achèvent de pousser les ouvriers à l'émigration. Il y a, en Grèce, plus d'un million de chômeurs sur sept millions d'habitants.

Les prisonniers politiques

Le problème des prisonniers politiques illustre un des aspects du régime dictatorial grec actuel. Officiellement, il n'y a pas de prisonniers politiques puisque la Grèce est une « démocratie ». Mais, dans la réalité, des hommes sont en prison depuis dix-huit ans ; leur seul crime, avoir lutté contre le fascisme. Quatre prisonniers « politiques », enfermés depuis dix-huit ans, sont morts en novembre 1962.

Aujourd'hui, il reste plus de 1.200 détenus politiques. La plupart se trouvent en prison depuis dix-huit et même dix-neuf ans.

100.000 combattants de la Résistance sont passés en jugement. 70.000 ont été emprisonnés ; le nombre de ceux qui ont été exécutés reste inconnu.

Sur les 1.200 détenus, 617 ont été condamnés pour des délits commis pendant l'occupation (attaque contre des convois allemands, etc.), 44 autres ont été condamnés pour leur participation à la guerre civile et 70 prisonniers politiques condamnés pour « espionnage ».

Malgré la dissolution du camp d'Aghios-Efstratios, la déportation par voie administrative de toute personne qui, de l'avis des services de sûreté, mettrait en danger l'ordre public, est maintenue et, avec une simple décision policière, n'importe quel citoyen peut être envoyé en déportation pour deux ans et, après décision de la chambre de mise en accusation, la déportation peut être prolongée pour deux années encore.

En dehors de cela, onze parmi les cinquante départements de la Grèce, c'est-à-dire les départements du Nord, plus la moitié de l'île de Corfou, sont proclamés zone surveillée et les habitants de ces régions peuvent être déportés pour une période allant jusqu'à cinq ans, sur simple décision des autorités militaires.

La liberté de la presse

Officiellement la presse est libre. Il y a de nombreux journaux d'opposition. Mais le gouvernement a promulgué des lois d'ex-

ception qui permettent au régime de paralyser la vie des journaux de gauche.

Le 4 avril, il y a eu, à la Chambre des députés, un débat sur la liberté de la presse ; la question intervenait pendant la discussion sur un projet de loi sur le Conseil d'Etat. Les députés de l'E.D.A. ont soutenu « que dans un climat aigu et trou-



Une police aux ordres du Régime, l'enlèvement d'une militante syndicaliste.

blé, les dispositions de lois existantes sur la presse deviennent de plus en plus étouffantes et que la presse court un danger imminent ainsi que la liberté de presse ». En parlant du cas de l'ancien directeur du journal *Avgi* (1), M. Krikis, actuellement en prison, ils ont dit qu'il n'avait pas commis un délit parce que ce journaliste avait simplement écrit un article pour donner l'histoire de la fondation du Front national de libération (E.A.M.) et cela ne peut pas constituer un délit lorsqu'en ces deux derniers mois, deux ministres du gouvernement accusés, l'un comme collaborateur et l'autre pour avoir favorisé un collaborateur, en niant devant la Chambre

des accusations, ont déclaré qu'ils étaient des membres de l'E.M.A.

Le ministre de la Justice, en répondant et tout en disant que l'ancien directeur du journal *Avgi* « lui est sympathique », a ajouté que le ministère a fait tout son possible pour faciliter sa situation ainsi que la position du fondateur du journal *Atinaiki* (parti du centre) qui se trouve aussi en prison pour délit de presse.

Mais il ne peut pas accepter la prescription de la punition parce que le gouvernement ne peut affronter, à cette étape, la prise des mesures qui pourraient donner à la loi existante un caractère d'inertie en une période où ce délit est en hausse dans toutes les expressions de la vie.

Les élections du 3 novembre

Dans ce climat politique, les élections du 3 novembre peuvent, si la gauche et l'extrême-gauche œuvrent de concert, porter un coup fatal à l'Union Nationale Radicale de Karamenlis, parti au Pouvoir depuis huit ans.

Au siège de l'E.D.A., Léonidas Kirkos, député de Crète, avec qui j'ai pu avoir un entretien, m'a précisé l'importance des élections.

« Aujourd'hui, il est indispensable que les forces démocratiques mènent ensemble le combat contre Karamenlis et son régime policier. La situation politique permet maintenant une concentration des forces démocratiques. Le coup de force électoral d'octobre 1961 ne peut, aujourd'hui, se renouveler. Les élections de novembre 1963 se dérouleront entre une droite affaiblie et qui ne peut plus masquer sa politique hypocrite, et des forces démocratiques puissantes et combattives, appuyées par le renforcement de la démocratie dans le monde. Les masses ouvrières et paysannes

font de plus en plus confiance à l'E.D.A. Cela s'est vérifié au cours des dernières manifestations contre le régime. Aujourd'hui, tous les démocrates, tous les adversaires du Pouvoir de Karamenlis ont le devoir de travailler en commun pour la mobilisation des masses populaires pour le retour à une vie politique normale, pour la paix et la démocratie dans notre pays. »

★

Tel est le régime de la Grèce moderne méconnu du monde qui, avec l'Espagne de Franco, règne par la terreur, fort des capitaux étrangers. Similitude de régime aux géôles pleines de démocrates, aux rues décorées de policiers, en civil ou en uniforme, et que les démocrates dignes de ce nom devraient, depuis longtemps, mettre aux bans des nations.

Dominique Laury.

Reportage photographique
TRIBUNE SOCIALISTE
et Dominique LAURY.

(1) Journal de l'E.D.A. (Union Démocratique de Gauche).

Le conflit algéro-marocain :



Le pire est à redouter après la mise en branle d'un si vaste déploiement militaire. (Photo Elie Kagan.)

affrontement de deux régimes

Les combats fratricides se poursuivent à la frontière algéro-marocaine sans que l'on en connaisse le développement exact. D'importants renforts de troupes munies d'armes modernes, d'artillerie, de blindés et d'avions se font face, sur un front qui tend à s'élargir sans cesse. Le pire est à redouter après la mise en branle d'un si vaste déploiement militaire.

Sur l'origine même de ces événements affligeants les éclaircissements sont rares et contradictoires. Ce que l'on sait, c'est que les limites territoriales des deux Etats dans les confins sahariens sont mal définies. Cette confusion est un héritage empoisonné du colonialisme qui avait tout intérêt à laisser subsister cette pomme de discorde.

On sait, également, que le Maroc réclamait depuis un certain temps l'ouverture de négociations dont le principe avait été retenu, semble-t-il, par un protocole signé par Ferhat Abbas, en juillet 1961, en qualité de président du G.P.R.A. Il est vraisemblable que Ben Bella ne jugeait pas très opportun d'ouvrir un débat de fond qui soulève finalement l'avenir du Maghreb arabe et son organisation future à un moment où il doit résoudre de graves questions intérieures et où, de surcroît, de profondes contradictions entre les trois pays d'Afrique du Nord réduisent les chances d'une véritable harmonisation.

Il est établi, enfin, que les forces marocaines exerçaient une pression croissante dans les régions litigieuses et que, durant l'affrontement du régime de Ben Bella avec la révolte kabyle, elles effectuèrent, dans la première semaine d'octobre, une poussée en direction d'Hassi-Belda et de Tindjoub qui entraîna la riposte des troupes algériennes du 8 octobre. Ceci paraît prouvé par le

fait que les Algériens réclament que les forces armées reviennent aux positions occupées le 1^{er} octobre alors que les négociateurs marocains n'acceptent un arrêt des hostilités que sur les positions du 8 au matin avant la contre-attaque algérienne.

Mais ces éléments de fait sont loin d'épuiser le problème et de justifier l'énorme effort de mobilisation politique, militaire et diplomatique qui a été entrepris de part et d'autre. L'épreuve de force engagée, qui risque de peser lourdement dans le devenir politique des deux pays, ne peut, non plus, trouver son entière explication dans la valeur stratégique et les ressources du sous-sol des régions incriminées, bien qu'il s'agisse ici d'arguments qui sont loin d'être négligeables.

L'enchaînement de ce conflit des frontières avec les difficultés que rencontre le régime de Ben Bella en Kabylie n'est certes pas fortuit. D'autant qu'il s'agit d'une double coïncidence car la monarchie de Hassan II, fort occupée à réprimer l'opposition par les moyens éprouvés de la Gestapo, se trouve placée elle-même à la croisée des chemins.

L'ampleur de la tension algéro-marocaine est à la mesure de la crise que connaissent ces pays. Le recours aux grands moyens militaires et diplomatiques et à la mobilisation des masses se justifie moins par un « péril national » que par l'affrontement de deux régimes sociaux-politiques nettement différenciés. Sous le couvert de la monarchie, les forces féodales et bourgeoises sont toutes-puissantes au Maroc et les banques d'affaires colonialistes ont conservé leur emprise sur l'économie marocaine. Les mesures de nationalisation radicales entreprises en Algérie et l'institution des comités de gestion démocratiques constituent, à n'en pas douter, un redoutable danger pour le régime marocain qui se heurte à une opposition populaire, puissante notamment dans les grands centres urbains.

A travers le conflit des frontières, ce sont deux régimes qui s'empoignent, préoccupés avant tout de miner le système adverse et de stabiliser leur propre pouvoir. C'est ce souci qui a, sans doute, fait échouer les premières négociations directes. Du plan militaire, dont les résultats se révélaient aléatoires, la bataille est passée sur le terrain diplomatique. Ben Bella est bien placé pour y marquer de nombreux points. Déjà, la Ligue arabe a nettement épousé son point de vue. Seul chef d'Etat absent à la conférence des pays d'Afrique d'Addis-Abeba, Hassan II ne jouit pas davantage d'un excellent crédit parmi les dirigeants africains qui ont été indisposés par la malheureuse affaire de la Mauritanie.

A. Durez.

COMMUNIQUÉ DU BUREAU NATIONAL DU P. S. U. (après la condamnation de trois jeunes anarchistes français)

Une fois encore le gouvernement franquiste a frappé. Trois jeunes antifascistes français : Bernard Ferry, Guy Batoux et Alain Pécunia, après avoir été torturés, viennent d'être condamnés à trois lourdes peines de prison pour « actes de terrorisme ».

Le Bureau national du P.S.U. appelle tous les antifascistes, tous les démocrates, à protester contre ce verdict et à manifester leur volonté d'en finir avec la sanglante dictature qui pèse sur le peuple espagnol, en participant notamment à toutes les actions de solidarité aux mineurs asturiens en grève depuis plus de deux mois.

André Calvés

L'Amérique latine : souci de M. Kennedy

Du Brésil au Mexique, toute l'Amérique latine est en effervescence.

Les choses n'évoluent pas selon le plan Kennedy.

Quel était ce plan ? Il s'agissait pour le président des Etats-Unis de maintenir l'exploitation capitaliste en Amérique latine, tout en encourageant des gouvernements relativement « démocratiques ». Et, dans ce domaine, la relativité est grande : ainsi, dans plusieurs Etats sud-américains, tout le monde a le droit de vote... sauf les illettrés qui constituent 75 p. 100 de la population.

Toutefois, une certaine aide financière fournie par les U.S.A. doit, en principe, permettre qu'un jour tout le monde apprenne à lire. Mais comme cette aide est versée à des gouvernants issus d'un vote auquel ne participent pas les pauvres, on imagine avec quelle hâte ces gouvernants bâtitent les écoles.

Il y a donc un vice dans le plan Kennedy. La démocratie qui lui convient peut exister aux U.S.A., dans la mesure, justement, où elle n'existe pas ailleurs.

Là où existent une grande richesse, un pouvoir d'achat élevé, les conflits de classes sont atténués. Cela ne veut pas dire que les travailleurs ont quelque pouvoir. Aux U.S.A., la classe ouvrière n'en a aucun, et l'on peut compiler les listes de parlementaires ou d'hommes détenant une parcelle d'au-

torité sans y trouver un ouvrier. La grandeur du plat de lentilles permet simplement de faire oublier le droit d'aïnesse pour le moment.

Mais, en Amérique latine, le plat de lentilles est dérisoire pour beaucoup de raisons, et, entre autres, parce que les lentilles s'en vont aux U.S.A. par les soins de l'United Fruit.

La révolte couve donc en permanence.

Devant les soulèvements paysans et l'agitation ouvrière, les gouvernants les plus « démocratiques » renforcent l'appareil d'Etat. Filles et généraux pullulent. Cela n'améliore pas la situation financière, mais donne du poids à une catégorie d'hommes qui envisagent toujours volontiers les solutions dictatoriales. Quand une crise alguë menace, les militaires tentent un soulèvement. S'ils échouent, ils préparent le suivant. Pourquoi se gêneraient-ils, puisque les gouvernants bourgeois ne peuvent se passer d'eux ?

Mais quand le soulèvement réussit, quand on emprisonne les parlementaires libéraux et communistes, on détruit aussi les illusions parlementaires dans l'esprit des plus modérés salariés qui tournent alors les yeux vers le maquis, vers l'insurrection armée, vers Cuba.

Voilà la cause du désespoir de Kennedy et de ses amis permanents ou provisoires.

Saint-Domingue et le Honduras

LA TERRE AUX PAYSANS

LES manifestations des agriculteurs contre l'effondrement des cours des fruits et légumes, telles que nous en avons connues cet été, ne doivent pas cacher que le malaise paysan provient, comme « T.S. » l'a toujours écrit, d'une origine bien plus profonde. En particulier la hausse continue de la valeur de la terre, et par conséquent des fermages, est l'un des facteurs les plus importants de cette crise.

En vue d'alerter l'opinion publique, la Fédération départementale des exploitants du Finistère vient de recourir à une forme d'action des plus originales.

Rappelons les faits : le 4 octobre était mise en vente, par adjudication, une terre de 25 hectares située à Saint-Hernier d'une valeur d'environ 100.000 F. Un acheteur parisien allait l'acquérir pour 185.000, lorsque les exploitants de la région décidèrent de pousser des « folles enchères ». En fin de compte, ils achetèrent la propriété pour 990.000 F (10 fois la valeur du terrain). Les syndicalistes agricoles étaient-ils devenus fous ?

Certes non. Par voie de communiqué, ils ont aussitôt expliqué leur acte :

1) Ils se refuseront à payer la transaction ; le terrain sera donc remis en vente ;

2) Mais, selon le code, ils devront verser la différence entre le montant des « folles enchères » et le montant réel de la nouvelle vente. Cette fois encore, ils refuseront de régler le prix des « folles enchères ». Il ne fait pas de doute que ces actes juridiques seront accompagnés, autant que de besoin, par des manifestations de masse, surtout si des poursuites civiles étaient engagées.

Pourquoi une action aussi déroutante pour le profane ? C'est que les exploitants agricoles veulent poser devant l'opinion le problème foncier. Contrairement à ce qu'ont pu dire les zéloteurs du régime, les lois d'orientation agricole n'ont pas apporté de véritables solutions à ce problème. En effet, si les sociétés d'aménagement foncier (S.A.F.E.R.) possèdent un droit de préemption dans les ventes à l'« amiable », celui-ci ne joue pas en pratique dans le cas de « vente par adjudication ». Comme le note justement notre confrère « Le Monde », « les notaires bloquent la loi », car l'intérêt de cette profession est de conclure des transactions au niveau le plus élevé possible ; la spéculation foncière n'est donc pas pour leur déplaire.

Crédits limités

D'autre part la création des S.A.F.E.R. ne pèse d'aucune sorte sur la valeur des terres. Le droit de préemption signifie simplement que la S.A.F.E.R. achète la terre si les offres de ses concurrents sont du même montant. On voit donc qu'il est facile pour ceux-ci d'offrir un prix tel que la S.A.F.E.R. ne puisse pas « tenir », du moins pour les ventes par adjudication.

En admettant même que celle-ci puisse soutenir une telle surenchère dans quelques transactions, il ne faut pas oublier que son financement est essentiellement d'origine publique, autrement dit que ses crédits ne sont pas illimités. Par conséquent, les S.A.F.E.R. risquent fort d'épuiser leurs fonds en quelques opérations ; elles seront ensuite condamnées à ne plus intervenir sur le marché foncier, les spéculations n'auront plus alors aucun frein. Si le capitalisme veut y mettre le prix, notre hypothèse n'est pas absurde, et il semble bien qu'il le veuille, du moins dans certains secteurs.

On voit donc que l'institution des S.A.F.E.R., pour utile qu'elle soit, demeure bien incomplète. En réalité, le système du profit maximum et la pseudo-liberté des transactions chers à nos gouvernants capitalistes, qu'ils soient « nés » ou du modèle de papa, mettent en échec toute solution du problème foncier, alors que de plus en plus nombreux les agriculteurs ne réclament plus la propriété du sol, mais la propriété d'exploitation, c'est-à-dire la garantie d'être récompensés de leur labeur.

Il apparaît que, dans une étape de transition, la terre doit être taxée de façon à permettre aux S.A.F.E.R. de jouer le rôle qui leur est théoriquement dévolu. En outre ces sociétés doivent pouvoir « louer », et non plus seulement vendre, les terres qu'elles ont acquises. Enfin elles doivent ob-

tenir les crédits nécessaires à cette action. A plus longue échéance, c'est le système même de la propriété privée du sol qu'il convient de remettre en cause. En vérité, le malaise foncier ne disparaîtra qu'avec la réalisation d'un système socialiste où la paysannerie travailleuse gèrera seules ses propres intérêts.

J.-C. Barigel

ECHOS DES ENTREPRISES

Les petits côtés de la grandeur

Pour des raisons de haute stratégie, policière sans doute, de Gaulle au cours de son dernier voyage n'a pas emprunté l'excellente route qui mène de Belley à Virieu-le-Grand.

Il a donc fallu, pour faire ce trajet de 15 km, ouvrir la ligne pour le passage de l'autorail spécial « Guide ». Mais celle-ci était interdite aux trains de voyageurs depuis 1939, et les opérations de remise en état de la voie, des bâtiments et de l'horloge de Belley ont coûté plusieurs millions d'AF.

Pour une somme probablement inférieure à celle ainsi gaspillée, la S.N.C.F. aurait pu par exemple améliorer la sécurité entre Lyon-Gorge-de-Loup et Lyon-Saint-Paul ; sept voyageurs et un cheminot n'auraient pas été tués dans l'accident du 26 août dernier.

Il est vrai qu'étant donné le peu de « qualité » des victimes, cet accident ne revient pas cher. Alors -

Les horaires des administratifs

La Direction ayant décidé que tous les samedis seraient chômés à partir du 1^{er} octobre, un nouvel horaire fut proposé. Il allongeait en fait l'amplitude journalière de 30' pour 16' de travail effectif ; c'était une provocation.

Les syndicats contre-attaquèrent. Ils refusaient cet horaire et réclamaient la diminution du temps de travail (non récupération des 16') et régime de la double coupure. La Direction Sud-Est recula sur la question des horaires, mais tint bon sur les autres points.

Quelles leçons tirer de cette lutte ?

- 1) Que l'action unie des syndicats est indispensable ;
- 2) qu'elle ne suffit pas ;
- 3) que le succès dépend étroitement de la combativité du personnel intéressé.

Nous n'apprenons hélas rien à personne en disant que les bureaux ne sont pas spécialement ardents. Une conclusion s'impose : pour que l'action qui se poursuit obtienne des résultats, il faut que les administratifs prennent conscience de leur force (celle de tous les cheminots) et veuillent l'utiliser.

Extraits de « l'Étincelle » du P.S.U. de la gare de Lyon.

Histoire d'actualité

Les citoyens noirs des U.S.A., qui viennent de réussir une magnifique marche sur Washington ne manquent pas du sens de l'humour.

Voici l'histoire qui se raconte en Georgie :

Avant les élections, un Noir se présente à un bureau de vote pour se faire enregistrer.

— Vous savez lire ?

— Oui.

— Bon, lisez-moi ça.

On lui tend un journal écrit en chinois.

Silence.

— Alors qu'est-ce que vous lisez ?

— Je lis en première page : « Il y a encore un Noir qui ne votera pas cette année en Georgie. »

(Extrait de « l'Étincelle P.S.U. », de Lyon).

COMMISSION D'ENTREPRISES

Mercredi 30 octobre, à 19 h., au 54, boulevard Garibaldi, réunion des camarades intéressés à la préparation des journaux d'entreprise. Objet : Préparation des journaux de novembre.

JULLIARD

PIERRE BELLEVILLE

une nouvelle classe ouvrière

Collection "Les Temps Modernes"

Y a-t-il toujours, après dix années d'expansion économique et de progrès technique, une classe ouvrière ? En analysant l'évolution de cinq industries ou complexes industriels : les mines du Nord, les textiles de Roubaix, la S.N.C.F., la sidérurgie lorraine, Neyric à Grenoble, et après enquête auprès du personnel (ouvriers et cadres), Pierre Belleville apporte une réponse à ce problème qui nous concerne tous. 14 F

VICTOR LEDUC

la coexistence pacifique

enfin paru : le livre de

JULES ROY

la bataille de

DIEN BIEN PHU

broché 24 F - relié 36 F

«...Cette nouvelle conception de la coexistence pacifique qui ouvre, pour Victor Leduc, une nouvelle période du marxisme, remet-elle en cause la notion de "camp socialiste" dont Kroutchev a continué à se prévaloir ? Le livre de Victor Leduc engage cette discussion essentielle ». (André DELCROIX "France-Observateur") 8,70 F

DANIEL GUÉRIN

front populaire révolution manquée

« Un témoignage passionné... Ce n'est pas un livre d'histoire, mais une tranche d'événements nette et périmée, une "pièce de musée"... La lecture de ce livre est nécessaire à tout militant lucide. » (L'Express) 18,50 F

CHARLES TILLON

les F.T.P.

Témoignage pour servir à l'Histoire de la Résistance

« Les F.T.P. c'est, vue par leur ancien chef, la différence d'optique et tout le conflit entre la résistance intérieure et la résistance extérieure. (Jacques FAUVEY "Le Monde") 1 fort vol. 25 F

ROBERT MISRAHI

la condition réflexive de l'homme juif

Collection "Les Temps Modernes"

Ce livre répond à un double propos : comprendre et décrire le lien profond qui unit les diverses manifestations de la vie des juifs au XX^e siècle ; reconstituer la logique qui mène chaque juif de sa vision du monde et de l'injustice subie, à l'affirmation de soi. 15,90 F

ERNEST MANDEL

traité d'économie marxiste

1 fort vol. 45 F

JULLIARD

UNE CRISE SÉRIEUSE DE LA MARINE MARCHANDE

LA crise de la marine marchande, accentuée par la décolonisation, n'est pas récente. Elle touche à la fois les entreprises construisant les navires et les marins de commerce (dont la grève de cet été a traduit le mécontentement). Cette crise est également à l'origine d'une manifestation qui a réuni à Marseille mille marins à

l'appel de l'union locale C.G.T. Des délégations de dockers, employés et ouvriers des compagnies assistaient à cette manifestation. Dans une lettre adressée aux pouvoirs publics, les syndicats, tout en se prononçant pour une nationalisation de la marine marchande, estiment qu'« il est cependant indispensable de prendre un certain nombre de mesures suscepti-

bles d'éviter une aggravation du chômage ». La lettre s'élève contre l'affrètement par les armateurs de navires étrangers, alors qu'il est procédé à des ventes et à des désarmements de navires français. En raison de la baisse de trafic avec l'Algérie, la Société générale des transports maritimes a décidé de céder deux paquebots au Centre d'expérimentation du Pacifi-

que : le « Sidi-Ferruch » et le « Sidi-Mabrouk », qui seraient transformés en transports de troupes. Mille marins seraient actuellement menacés de chômage, et il est douteux que l'accroissement des transports avec la Corse, réclamés par la Chambre de commerce de Bastia, puisse suffire à compenser la baisse du trafic avec l'Algérie.

CHAMPIGNY :

Unité d'action des enseignants et des parents d'élèves

(De notre correspondant à Champigny, M. Imbert)

A Champigny-s/-Marne, la « Quinzaine de défense de l'École » du C.N.A.L., s'est achevée le samedi 19 octobre par une grève d'une ampleur exceptionnelle.

Les 20.000 parents d'élèves de Champigny, quasi unanimes, ont refusé d'envoyer leurs enfants à l'école.

Ainsi, de la maternelle au lycée, en passant par les collèges d'Enseignement Technique, plus de 12.000 élèves de cette commune ont fait grève : 345 seulement (à peine 1 par classe) se sont présentés samedi matin. Grève suivie à 97,3 %.

Au cours d'une conférence de presse, le président des Associations de parents d'élèves de la Seine, M. Vievart, a exposé la situation scolaire à Champigny et rétabli la vérité malmenée par Fouchet.

« Dans les écoles maternelles, l'âge d'admission a été reporté à 4 ans, la moyenne est de 44 par classe, dans une école 4 classes ont 55 élèves.

« Dans deux groupes scolaires la situation est particulièrement catastrophique, 58 nouveaux élèves à Marcel-Cachin, aucun poste n'est créé. Dans un autre, au centre 96 élèves de plus, pas une seule classe créée. Aussi dans ces deux groupes les moyennes par classe sont-elles de 39,1, voire de 40,8 et 44,6 pour les filles du Centre.

« Dans les C.E.G., 198 élèves nouveaux à la rentrée, l'administration crée trois classes, une pour 66 élèves.

Parmi les classes qui existent, 72 sont installées dans des locaux non scolaires ou des baraquements en bois dont certains datent de 1930-34.

« L'agrandissement du C.E.T. demandé depuis 1955 et inscrit au II^e Plan (et nous en sommes au quatrième !). Un seul C.E.T. de garçons pour une ville de 60.000 habitants ».

Telle est la situation lamentable de l'école publique à Champigny.

Construction de trois groupes scolaires, dont les projets déposés depuis plus d'un an n'attendent plus que le financement de l'Etat.

Construction du lycée classique et moderne. Agrandissement du Centre d'Apprentissage. Faire cesser dans l'immédiat le scandale du Centre et de Marcel-Cachin, même si un groupe « en dur » est promis pour octobre 1964 ; d'autant plus que d'ici fin octobre 63 et début 64 de nouveaux logements seront achevés. Tels sont les objectifs que les parents d'élèves ont fixé à leur grève.

Les Associations de parents d'élèves ont reçu l'accord total des enseignants de tous les degrés et des organisations laïques de la Ligue des Droits de l'Homme, des syndicats C.G.T., C.G.T.-F.O., des partis politiques : P.C.F., S.F.I.O., Union progressiste et P.S.U., ainsi que de la municipalité de Champigny.

La présence à la tribune de Paul Ruff, président du C.D.A.L. et secrétaire du S.E.R.P., de Aimé Jacq, secrétaire général de la section de la Seine du S.N.I., de Jacques Fauré, secrétaire de la Ligue de l'Enseignement, soulignait cet accord total des parents et des enseignants.

Objecteurs de conscience :

Le statut est voté, mais...

COMME on exécute un tour de passe-passe, et privée, il est vrai, de la contribution cocardière de MM. Sanguinetti et Debré, l'Assemblée nationale, en moins d'une heure et à main levée, a voté en seconde lecture le projet de statut des objecteurs de conscience.

Pareil résultat, surtout après le mauvais coup de juillet, aurait dû réjouir et soulager pleinement tous ceux, nombreux plus qu'on ne croit,

mais essentiel — et qui commandera les améliorations susceptibles d'intervenir par la suite : l'objection de conscience est inscrite désormais dans la loi et même si cette reconnaissance est, au départ, restrictive et contingente à l'extrême, du moins l'est-elle, comme elle existe depuis toujours du point de vue de la morale universelle.

Quant aux aspects inquiétants, il en faut signaler au moins deux. Sur

plais interdits aux jeunes gens auxquels aura été fait application de la loi, ensuite : il est permis de craindre que la loi elle-même ne se trouve, par ce règlement, vidée de son esprit, de sa substance et, par là, dénaturée. Seul subsisterait, dans son principe, le droit à l'objection de conscience comme otage à l'appui d'une loi proscrite — oui, cela, on peut le craindre.

Cette double menace suffit à expliquer qu'on ne puisse saluer la loi du 16 octobre comme on eût souhaité le faire ; il faut attendre son entrée en vigueur et le catalogue des emplois interdits que dressera le ministère des Armées... Le débat n'est donc pas clos, et si les objecteurs de conscience devaient cesser d'être des détenus à répétition pour devenir des parias, il y aurait quelque incidence à parler de progrès.

Jean Binot.



Un tour de passe-passe et le statut a été voté...

qui attendaient la fin d'une absurdité juridique doublée d'une iniquité douloureuse ; au vrai, les dispositions retenues, bien qu'elles aient été amendées, font que l'on se demande si le Pouvoir n'a pas voulu reprendre encore d'une main la majeure partie de ce qu'il avait concédé de l'autre ; on songe au vieux précepte et notre droit selon lequel « donner et retenir ne vaut » et l'on peut redouter que gouvernement et majorité y aient manqué sciemment. Toutefois, convient-il de souligner un aspect positif — le seul peut-être,

la commission juridictionnelle d'abord : sa composition et le fait que ses décisions soient sans appel — car le recours en Cassation devant le Conseil d'Etat n'a guère qu'une valeur de symbole — soulignent que si l'on est sorti de la répression, celle-ci n'en demeure pas moins présente et toute proche ! Les objecteurs de conscience, qui n'ont jamais demandé qu'on fût clément à leur égard, mais rien que juste, connaîtront encore maints déboires... sur ce que sera le règlement d'administration publique énumérant les em-

PETITE ANNONCE

Camarade étudiant économiste, cherche chambre, proximité quartier latin. Ecrire : Journal.

Etudiant cherche chambre dans Paris. Prix maximum : 150 F. Urgent.

Pour venir en aide aux mineurs asturiens

Adressez vos versements à : L. Houdeville, Paris, C.C.P. 15.536, 47, rue Hoche, Montreuil-sous-Bois (Seine), avec la mention : POUR LES GREVISTES ESPAGNOLS.

BULLETIN D'ADHESION

Nom
Prénom
Adresse

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche. (Bulletin à retourner au siège du P. S. U., 8, rue Jenner, Paris (9^e).

Haute-Savoie : Les élections municipales complémentaires d'Annemasse

Melun : Comité d'Action contre la force de frappe

A la suite de démission et de décès, cinq postes à pourvoir (dont celui du maire, M. Montessuit).

Début juillet, la section P.S.U. d'Annemasse se prononce à l'unanimité pour une alliance avec les trois partis de gauche et les syndicats. Ceux-ci se dérobent. Le parti communiste annonce qu'il a constitué sa propre liste et conseille pour le premier tour à chaque formation démocratique de « partir à la bataille contre l'U.N.R. sous son propre drapeau ». Les pourparlers avec la S.F.I.O. échouent, celle-ci ne consentant qu'à la formation d'une liste socialiste, les radicaux seraient exclus. Dans ces conditions, le P.S.U. décide de ne pas participer au premier tour.

Dimanche 1^{er} septembre : deux tiers d'abstentions. 550 voix communistes, 200 voix S.F.I.O., 1.000 voix à une liste d'intérêt communal appuyée par le M.R.P. et les indépendants. Fait inattendu : seulement 500 voix à la liste U.N.R., patronnée par la majorité du conseil municipal et à qui les pronostics accordaient le second rang.

Entre les deux tours, le P.S.U. se voit offrir une place dans une liste de « la gauche démocratique et laïque ». Notre camarade Martin aura pour colistiers deux communistes et deux S.F.I.O.

L'unité inquiète le Pouvoir : un haut fonctionnaire convoque (en vain) la liste centriste arrivée en

(De notre correspondant particulier à Annemasse)

tête, pour qu'elle s'entende avec l'U.N.R.

A gauche, on espère que l'unité, jamais réalisée à Annemasse depuis 1945, ralliera de nombreux abstentionnistes du premier tour. Mais le parti radical, qui avait initialement consenti à présenter la liste de gauche, sans lui apporter de candidat, fait marche arrière dans un communiqué de presse. Les candidats de gauche organisent la seule réunion électorale de la semaine et parlent devant une centaine de personnes seulement, des convaincus pour la plupart.

8 septembre : peu de nouveaux électeurs (500). Presque 60 p. 100 d'abstentions. La défaite de l'U.N.R. est confirmée. 1.350 voix à la liste d'intérêt communal qui obtient 5 élus. Presque 900 voix à la liste de gauche, dans laquelle notre camarade Martin arrive en tête.

Les leçons des élections

1° L'U.N.R. a subi un échec indiscutable. Elle détient la majorité au conseil municipal, la mairie et tous les postes d'adjoints. Mais 20 p. 100 des Annemassiens l'ont soutenue dernièrement. Que peut espérer de la consultation de 1965 M. Jeantet, qui aurait eu besoin de l'intervention du Pouvoir pour obtenir, de chaque

membre de sa majorité, l'assurance qu'il voterait pour lui lors de l'élection du maire ?

2° L'unité entre les deux tours n'est pas rentable : elle apparaît comme une manœuvre, ne suscite pas l'enthousiasme. Si les deux listes communiste et S.F.I.O. du premier tour s'étaient maintenues, elles auraient sans doute obtenu ensemble autant de voix que la liste de gauche. L'unité doit se réaliser avant le premier tour ; elle respire alors davantage de sincérité ; le résultat qu'elle obtient ne peut que s'étoffer au second tour.

Il reste à en convaincre le P.C. pour qui le premier tour est une double occasion : exposer son programme, compter ses voix. Tactique traditionnelle mais inefficace. Afin de préparer les élections de 1965, les dirigeants locaux du P.C., de la S.F.I.O. et du P.S.U. ont décidé de tenir une réunion commune mensuelle, d'organiser des actions unitaires afin d'accoutumer la gauche à combattre côte à côte. Il semblerait qu'une telle décision ne puisse que déboucher sur l'unité d'action dès le premier tour des municipales de 1965. Telle n'est pas l'optique de la section d'Annemasse du P.C. qui, actuellement, ne prend aucun engagement dans ce sens.

3° Une liste de gauche n'apparaît-elle pas mieux armée si quelques personnalités locales y étaient habilement incorporées ?

Sous l'impulsion du P.S.U., un comité départemental d'action contre la force de frappe et les armements atomiques, pour le désarmement général, a été créé à Melun (Seine-et-Marne). Ce comité regroupe déjà les organisations suivantes : P.S.U., P.C., S.F.I.O., Parti radical, Jeunesses socialistes unifiées, Etudiants socialistes unifiés, C.G.T., S.N.I., F.E.N., Mouvement contre les armements atomiques, Mouvement de la paix, Mouvement mondialiste, Groupe Amitié et Nature Melun-Dannemarie (F.E.G.T.). Des contacts sont pris pour l'élargissement, avec d'autres organisations syndicales, sociales, et des élus du département.

Ce comité appelle à prendre toutes initiatives pour mener la lutte en vue d'un désarmement général, exiger la signature immédiate par la France des accords de Moscou, accords qui constituent un pas décisif dans la voie de la paix et du désarmement ; exiger que le gouvernement français participe à toutes les discussions concernant le désarmement et cesse la construction d'une inutile et dangereuse force de frappe qui met en cause le niveau de vie et le bien-être des Français et ruine l'économie de notre pays au profit de quelques privilégiés.

Dans un souci d'efficacité et pour alerter l'opinion, le comité se propose de créer les conditions d'une action concertée.

Cinéma

PANTHÉON 13, rue Victor-Cousin
ODE 15-04
Permanent de 14 h. à 24 h.
Semaine du 23 au 29 octobre
8 1/2
de **FELLINI**
En version originale

STUDIO 43 43, Faubourg Montmartre
PRO. 63-40
Semaine du 23 au 29 octobre
Amélie ou le temps d'aimer

TRIBUNE Socialiste
HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ

● Administration : 54, bd Garibaldi Paris (XV^e)
● Rédaction : 8, rue Henner Paris (IX^e)
● Publicité : Geneviève Mesguiche 8, Avenue du Maine Paris-14^e. Tél. : LIT 19-39.
Pub. Littéraire: 71, r. des St-Pères, Paris

Abonnement : C.C.P. Paris 5826-65

3 mois	7,5 F
6 mois	15 F
1 an	28 F
Soutien	50 F
Changement d'adresse	0,50 F.

Le syndicalisme des handicapés physiques a tenu ses assises

Réunis dans la région parisienne en congrès national, les militants de la Fédération nationale des malades, infirmes et paralysés ont étudié les problèmes essentiels conditionnant la vie des personnes handicapées dont le nombre, dans la société actuelle, s'accroît constamment (accidentés de la route et du travail, inadaptés mentaux, victimes de tous traumatismes), et qui viennent grossir le lot de ceux que l'on pourrait appeler les « classiques » : tuberculeux, grands cardiaques, cancéreux, aveugles, invalides et infirmes congénitaux...

Une place importante des travaux était réservée à l'évolution de la notion de « revenu de remplacement » tendant à assurer à chaque citoyen écarté provisoirement ou définitivement de l'activité économique en raison de l'âge, de la maladie, de l'infirmité ou du chômage un minimum qui soit réellement vital. Cette notion est prise de plus en plus en considération (conférence européenne de Sécurité sociale, F.N.O.S.S., syndicats ouvriers et autres organisations).

Sur ce plan, le congrès a « regretté que trois millions de Français doivent vivre avec 4 F par jour, que le plan de soi-disant stabilisation intervient bien tardivement et que la « politique d'austérité » qu'entend suivre le Pouvoir pour endiguer l'inflation ne fait que consolider les disparités entre les « revenus » des diverses couches de la nation ».

Dans le domaine du logement, la F.N.M.I.P. constate que dans les textes rien n'est prévu — ni dans les programmes — pour les grands handicapés (paraplégiques, polios notamment) et demande l'étude et la mise en œuvre de logements spécifiques à ces handicaps.

Les problèmes du reclassement professionnel, des assurances sociales agricoles, de l'enfance inadaptée furent aussi traités.

Sur un plan plus général, le congrès s'est « félicité des initiatives récentes venant de divers horizons touchant aux problèmes de la paix et du désarmement ».

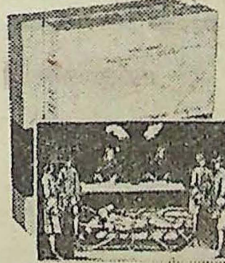
« — a souhaité que notre pays s'associe à ces initiatives et oriente sa propre politique vers une diminution des dépenses improductives, en vue d'une meilleure répartition du revenu national, accordant au budget de la Santé la part qui lui revient. »

Raymond Le Boulanger.

« TRIBUNE SOCIALISTE »
VOUS OFFRE
moins chers que d'occasion
quelques exemplaires neufs
de magnifiques ouvrages presque épuisés
avec faculté de retour



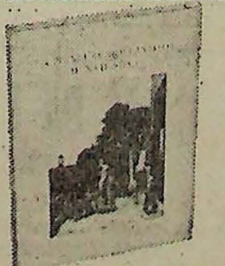
PANORAMA DE LA DANSE
par Serge Lido, Préface de Jean Cocteau
Jamais n'a été élevé à la gloire du Ballet un monument aussi riche que ce Panorama de la Danse qui réunit en 2 volumes 24x31 reliés pleine toile les numéros rarissimes d'une somptueuse revue et donne, sur 848 pages, 767 pages (1) de magnifiques photos en noir et en couleurs, où la grâce aérienne des corps sans défauts compose de ravissantes architectures. Une documentation unique sur le Ballet contemporain et un splendide livre d'art.
Les 2 vol. reliés 84 F au lieu de 156 F



HISTOIRE DE LA MAGISTRATURE
par Marcel Rousselet
Premier Président de la Cour d'Appel de Paris
Les institutions, les usages, les événements et les grandes figures qui ont jalonné mille ans de vie judiciaire française, présentés en 2 magnifiques volumes 22x28 1/2 (plus de 1 000 pages - 232 documents en noir - 8 pages couleurs) - Un ouvrage de fond pour toutes les bibliothèques.
Les 2 volumes brochés 48 F au lieu de 175 F (reliés)



AUJOURD'HUI LA CHINE
par Pierre Gascar (préface de Claude Roy)
La Chine Communiste, ce mystérieux pays aux 600.000.000 de visages, pose à la plupart d'entre nous, une inquiétante énigme. Voici enfin un livre qui soulève la voile et nous en restitue (grâce à de splendides photos prises sur le vif et des textes éblouissants) un portrait vivant, direct, familier. Un passionnant document qui est aussi : un véritable album d'art (142 documents en noir, 9 pages en couleurs), couverture laquée rigide en couleurs.
19,50 F au lieu de 40 F



LA PEINTURE HOLLANDAISE AU XVII^e SIECLE
par E. Huttinger
Un somptueux album d'art qui vous convie à une véritable redécouverte du « siècle d'or » de la peinture flamande. Un chef-d'œuvre de l'impression suisse. 72 documents en noir — 24 pages en couleurs — 173 pages format 22x30 sous couverture rigide et laquée en couleurs.
29 F au lieu de 46 F

BON à adresser à la librairie Pilote 30 rue de Grenelle, Paris-5^e

Veuillez m'envoyer les ouvrages suivants

pour un montant total de fr. somme que veuillez trouver incluse en un chèque mandat chèque postal joint à votre compte Librairie Pilote n° 13.905-31 Paris.

Il est bien entendu que je garde la faculté de renvoyer les ouvrages dans les 48 heures et que je serai dans ce cas immédiatement remboursé.

Nom Profession

Adresse

Service littéraire « Tribune socialiste »



Un garçon et deux filles: pas encore le temps des regrets.

Cinéma

"ADIEU PHILIPPINE"

de Jacques Rozier

SI « Adieu Philippine » est programmé aujourd'hui, c'est pour une grande part, grâce au « Club des Avant-Premières » qui organisa l'an dernier, à pareille époque, trois présentations dans les salles parisiennes. Le film, réalisé en 1960, souffrait d'un préjugé anti-Nouvelle Vague; il faisait également allusion à la guerre d'Algérie en des termes plutôt déprimants pour les jeunes gens appelés à maintenir là-bas la présence française. Bref, producteurs et distributeurs en avaient honte. L'accueil enthousiaste que lui réservèrent les trois ou quatre mille privilégiés qui eurent la chance de le voir en circuit fermé décida les financiers à reviser leur jugement. Tant mieux pour Jacques Rozier. Tant mieux pour nous...

Sécurité, spontanéité, sensibilité.

Car s'il est une œuvre cinématographique moins snobarde, moins tape-à-l'œil, moins gratuite, moins tricheuse, moins partouzarde, et moins va-de-la-gueule-de-bois que toute autre production affublée du sigle « N.V. », c'est bien « Adieu Philippine ». Retournez ces qualificatifs et ajoutez-en quelques autres. Parlons de sincérité, de sensibilité, de spontanéité (l'interprète principal, recruté dans la rue, improvisa ses répliques à plusieurs reprises), d'insouciance rêveuse, de gravité pudique, de jeunesse malicieuse mais très consciente, face aux adultes, de la vacherie et de la connerie ambiante.

Avatars d'une amitié entre deux filles.

L'aventure de Michel (Jean-Claude Aimini) câbleman à la T.V., avec Liliane (Yveline Cery) et Juliette (Stefania Sabatini) c'est « les dernières vacances » d'un garçon à la veille de son départ à l'armée. C'est aussi, en contrepoint, les avatars d'une amitié entre deux filles que le garçon courtise tour à tour. De ces données quotidiennes, Jacques Rozier a fait un film « toutes portes ouvertes » (comme dirait Varda) où passe un souffle de fraîcheur tonifiante; celui de la vie, de la joie et de l'amour, avec ses naïvetés désarmantes et ses audaces folles, ses odeurs de cambouis et de blé en herbe, ses coups de gueule et ses rumeurs de galets, ses escrocs à la petite semaine et ses grands-papas vaticinateurs, ses sautes d'humeur et ses accès de transistorite.

« Adieu Philippine » est un film au regard droit et à la jambe nerveuse. C'est l'image de votre jeunesse: elle vous plaira si vous n'avez pas encore atteint l'âge des regrets.

Jean-Jacques Vernon.

MUSIQUE

Bigophone à changement de braquets

N'ALLEZ surtout pas confondre la musique électronique avec la musique concrète, ou sinon qu'Euterpe vous protège!

La musique électronique est obtenue par la déformation de sons venus d'une source électrique. La musique concrète, par l'enregistrement de bruits de la nature ou de la vie quotidienne.

Je me souviens d'une symphonie « Les bruits du Monde » due je crois et j'espère que l'on me pardonnera cette incertitude à E. Varèse qui est par ailleurs très connu, elle comportait entre autres, le bruit de la chasse d'eau, j'avais protesté véhémentement à l'époque que le bruit du bidet, qui manquait, était tout aussi important.

Un magnétophone et de l'imagination

Pierre Henry, spécialiste du genre vient tout récemment de créer ses « Variations pour une porte et un soupir », l'élément principal en est le bruit d'un grincement de porte qui a été enregistré dans un grenier à la campagne. M. Jacques Lonchamp, critique du « Monde », semble avoir goûté cette musique, qui écrit « Pierre Henry donne ses lettres de noblesse à la musique concrète avec ses « Variations pour une porte et un soupir ». Dix ou quinze ans d'étude sont nécessaires pour écrire de la musique, mais la musique concrète permet à toute personne possédant un magnétophone et de l'imagination de se mettre au travail immédiatement, le bon goût n'est même pas nécessaire. Il s'agit d'un travail de dilettante. Si vous avez les nerfs solides, si le monsieur qui frappe sur son verre avec un couteau ne vous dérange pas, si le bruit de gonds non huilés vous paraît harmonieux, celui du freinage d'une voiture truculent, vous pouvez essayer. Personnes nerveuses et sensibles s'abstenir.

Le disque de la quinzaine

Les sonates pour piano et violon K. 481 de Mozart et opus 100 de Brahms. Arthur Grumiaux. Philips réalistes C. 40.

Vous avez bien lu c'est le violoniste Grumiaux qui interprète les deux parties. En principe le « re-recording » utilisé ainsi est parfaitement légitime. Grumiaux est presque aussi bon pianiste que violoniste, mais cet enregistrement ne fait pas oublier ceux qu'il a faits avec la regrettée Clara Haskil. Toutefois vous pouvez l'acheter pour avoir un disque de ce genre qui reste tout de même parfaitement valable. Bon phrasé, bruit de surface minime. Très bonnes notices, tant sur le plan musical que technique.

Pierre Bourgeois.

LA DANSE DU SERGENT MUSGRAVE

Théâtre

QUATRE soldats de l'armée coloniale britannique parviennent dans une ville minière. Nous sommes au siècle dernier, en Angleterre. Apparemment leur mission consiste à recruter pour Sa Gracieuse Majesté. En fait, aux ouvriers en grève, le sergent Musgrave et ses hommes, tous déserteurs, viennent prêcher le refus de l'uniforme. Mieux: ils les appellent à supprimer ceux-là mêmes qui, hier, incitaient les enfants du pays à s'enrôler pour les guerres coloniales et aujourd'hui tentent de briser la lutte revendicative. Le sergent Musgrave abat ses cartes au cours de la parade prévue pour l'embauche militaire. Dans une danse sauvage, l'armée produit des cadavres rien que des cadavres. Mais les syndicalistes n'entendent pas le langage illuminé du sergent. Les déserteurs seront arrêtés. Tout continuera comme avant.

John Arden, écrivain britannique de la nouvelle génération révoltée explique, dans le programme du spectacle, son propos. Faire une œuvre intégralement pacifiste.

« La danse du Sergent Musgrave » l'est, en ce sens qu'on trouve bien en un langage parfois confus la dé-

nonciation attendue. Mais cette œuvre que je rattacherai à la tradition du théâtre expressionniste n'en tombe pas moins dans l'écueil du genre. Une incapacité à aborder la question par le bon bout. Ces réserves portant sur le contenu apparaissent d'autant qu'ici et là la référence à Brecht semble de mise.

La mise en scène de Peter Brook est celle d'un habile homme de métier. Elle insiste, parfois intelligemment, parfois lourdement sur les démarrages de l'auteur. A qui appartient la responsabilité des chansons en total porte à faux? Au premier, au second? L'existence même de ces chansons porte à croire que Brecht n'a pas fini d'obséder le théâtre! Laurent Terzieff en sergent joue dans un paroxysme vite épuisant. Que P. Brook ne soit pas parvenu à maîtriser l'envahissant François Darbon fait douter de son autorité.

Qu'on ne se trompe quand même pas sur le sens de ces restrictions. Le spectacle de l'« Athénée » est le premier à voir actuellement à Paris. Des soldats qui désertent a-t-on jamais vu ça... au théâtre.

E. Copfermann.

Livres

LES JOUETS

par Georges Michel

UN sujet banal et pourtant brûlant d'actualité: dans un H.L.M., deux époux vivent dans un huis clos quotidien, chacun dévoré par sa passion. Lui a la folie des jouets (1): il en achète sans cesse, puis les jette dans un coin de l'appartement. Elle, aime les robes qui vont s'entasser dans un autre coin de la pièce. Les soirées sont longues, les amis très rares, l'ennui les pénètre et les ronger.

Malgré quelques défauts, notamment que, dès le premier acte, nous devinons toutes les intentions de l'auteur, la pièce est attachante. D'autre part, visiblement, G. M. dévore les

œuvres de Marguerite Duras. Ce n'est pas un reproche, mais on sent trop l'influence de l'auteur d'Hiroshima. Et n'est pas Marguerite Duras qui veut...

Cela dit, « Les Jouets », première pièce d'un jeune auteur, est une œuvre de bonne facture, écrite d'une plume alerte et très agréable à lire.

Marcel AIZERTIN.

(1) Gallimard, édit., 9 F.

L'EXTRICABLE

de Raymond Borde

Avec la belle assurance d'un poseur de bombes, Raymond Borde vient de signer, avec L'Extricable (1), un pamphlet dont on ne parlera guère dans les salons et que, d'autre part, l'on s'empressera vite d'étouffer du côté de ceux qui versent dans le progressisme évangélique. C'est que ce texte de 70 pages (format de poche) remet en cause un certain nombre d'idées fixes sur le bonheur, au sens où l'entendent aujourd'hui les bons apôtres du socialisme (communistes compris). Tous ceux qui attendent autre chose de la brièveté de l'existence qu'un confort familial-télé-frigo-automobile, gagné dans le respect des normes du travail quotidien, seront sensibles à ce cri de protestation passionnée qui ne va peut-être pas plus loin qu'un pavé sur la figure (et on est poli) d'un flic ou d'un patron, mais qui a, au moins, le mérite d'atteindre son but.

J.-J. V.

LES GRILLES DU PARADIS

d'OTTIERO OTTIERI

Ces grilles (1) sont celles d'une usine moderne, que l'industrie de l'Italie du Nord vient implanter dans le Sud; le livre est le récit de l'expérience du psychotechnicien attaché à l'entreprise. Les techniques de sélection moderne deviennent soudain dérisoires, face à une situation de chômage presque total; et le paternalisme intense qui règne dans cette usine (et dont n'est pas exempt le narrateur) se heurte à la misère d'un sous-développement objectif. La rencontre, sur ce terrain, du Nord et du Sud italiens donne à ce beau récit une puissance singulière; l'on sait que Ottieri fut l'un des scénaristes de L'Eclipse, d'Antonioni.

P.-L. Th.

(1) Stook, Gliteur.

(1) Edit. Le Terrain, Vague.

TRAQUÉS PAR LA GESTAPO

de Carlo Lizzani.

LIZZANI est un homme qui a le courage de ses idées. C'est un metteur en scène qui sait les exposer clairement. Impossible de lui faire dire le contraire de ce qu'il pense: c'est une qualité inestimable au cinéma, art de masse par excellence.

« Traqués par la Gestapo » n'est pas un plaidoyer antifasciste; c'est une leçon de lucidité; on ne finisse pas avec le fascisme; avec ceux qui vous torturent ou vous exploitent. Si Lizzani a choisi de s'attacher au comportement de la communauté juive de Rome au moment où le haut-commandement nazi a décidé de la rançonner, c'est parce qu'une telle situation ne permet aucune échappatoire, aucune feinte rhétorique. Il s'agit d'un cas-limite: il y a ceux qui pensent toujours s'en tirer, ceux qui attendent le miracle (biblique) et ceux qui ont les pieds sur terre, avec la volonté de vivre. Une histoire « conventionnelle », au sens que ce mot avait en 1793. La liberté ou la mort: c'est à Gérard Blain (dans le rôle de David) que revient le mérite d'avoir raison contre les illuminés et les aveugles. Doulourement raison. Simple raison. Comment ne pas être de son côté?

Jean-Jacques Vernon.